Quartier Libre
LE JOURNAL DES ÉTUDIANTS DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

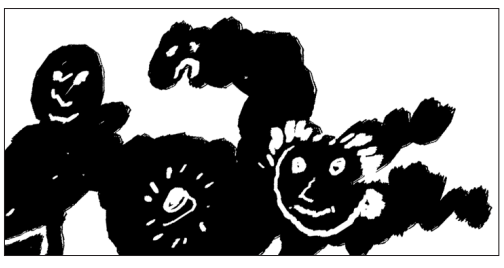
IRAK

MANIFS PRÉVENTIVES

Le Quartier Libre - 26 février 2003 - Vol. 10, no 12

CAMPUS

LA FAÉCUM PERD LE RÉÉSUM

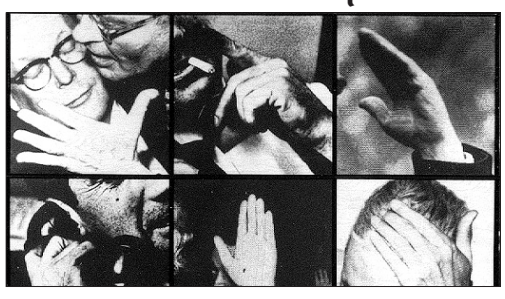


SOCIÉTÉ

L'ALLEMAGNE REPREND POSITION

CULTURE

LES CORPS ABSENTS DE DOMINIQUE BLAIN



DÉRAPAGE CONCERTÉ

En dépit des parfums de scandales que certains ont bien voulu faire planer sur la FAÉCUM et plus particulièrement sur le Bureau exécutif, il semble bien que les associations étudiantes qui étaient présentes lors du conseil central du 5 février dernier n'y ont pas vu matière à désaveux. Serait-ce que les scandalisés ont le nez trop proche de la bouche ?

En ce qui concerne ladite affaire Pepsi, malgré le point à l'ordre du jour et les effluves nauséabondes qui réchauffaient la troposphère, il est manifeste que le conseil central n'a pas jugé bon que la FAÉCUM se retire immédiatement de l'entente qui lie l'embouteilleur avec l'Université, la FAÉCUM et l'AGÉÉFEP. Le conseil central n'a pas non plus jugé bon que la FAÉCUM tienne dans l'immédiat un référendum sur la question. Quoique puissent en penser certains, le conseil central n'a octroyé aucun mandat à la FAÉCUM en ce sens. Si le conseil central n'a pas voté en faveur d'une proposition officielle enjoignant la FAÉCUM de consulter par voie référendaire ou d'entamer le processus juridique qui permettrait à la Fédération de se retirer de l'entente, c'est que les associations membres jugent qu'il n'est pas souhaitable de mobiliser les ressources financières, matérielles et humaines de la Fédération pour un tel enjeu. Soulignons par contre que, devant l'inquiétude de certains délégués, le Bureau exécutif examinera les avenues juridiques possibles et les coûts éventuels d'un retrait de la FAÉCUM de l'entente. Faut-il rappeler, à cet égard, que le retrait de la FAÉCUM de l'entente d'exclusivité ne fera pas disparaître les machines distributrices du campus. S'il y avait, comme semblent l'affirmer de fins observateurs des malheurs de notre époque, une loi physique incontournable dans cette histoire, c'est bien celle-ci.

le retrait de la FAÉCUM de l'entente d'exclusivité ne fera pas disparaître les machines distributrices du campus

Certes, le bureau exécutif de la FAÉCUM a essuyé des critiques pour la désinvolture avec laquelle il a tenté d'expliquer l'entente auprès de certains médias. Nous réitérons ici nos excuses quant à cet irritant et tentons de rappeler qu'il n'a jamais été dans l'intention de qui que ce soit au Bureau exécutif de dissimuler de l'information par rapport à l'entente Pepsi. À cet effet, nous ne pouvons que déplorer les proportions babyloniennes qu'a pris cet événement dans les pages du *Journal des étudiants de l'Université de Montréal*. Comme c'est souvent le cas pour les phénomènes médiatiques, l'ampleur que prend un événement ne dépend pas tellement de l'événement en lui-même que tout ce qu'on en dira par la suite.

Il n'en va pas autrement pour ladite affaire Pepsi, laquelle a entraîné dans son sillage une quantité incalculable d'énormités et de grandiloquences. Le soi-disant scandale, que certains voudraient bien comparer au Watergate, a donné lieu à de vertigineuses pirouettes intellectuelles. Nous invitons donc certains journalistes de combat à redescendre de leur orbite et à bien vouloir venir constater la réalité telle qu'elle se présente sur la terre ferme.

Il est attristant de constater que des aberrations nettement plus pernicieuses ont cours dans cette institution universitaire en ce qui a trait à l'ingérence du privé et que le débat s'est jusqu'ici limité à la présence de machines distributrices. Une petite visite dans les départements commandités d'optométrie, de pharmacie et de médecine dentaire en fera, nous l'espèrons, sursauter plus d'uns. De plus, nous ne pouvons rester coi devant les aberrations commises les gardiens de la moralité qui ont sciemment construit et ouvert la boîte de Pandore. Nous n'écrirons pas dans ces lignes qu'il est curieux qu'une assemblée d'association ouvertement hostile à la FAÉCUM semblait parfaitement au courant de certaines informations qui n'ont été rendues publiques que le lendemain. Nous n'écrirons pas que nous avons été surpris de constater que la directrice du *Journal des étudiants de l'Université de Montréal* se dissocie, avant que toute accusation ne soit portée à son endroit, des manœuvres visant à faire rouler la tête du secrétaire général de la FAÉCUM. Nous n'écrirons pas non plus qu'il est étonnant que le *Journal des étudiants de l'Université de Montréal* qui s'acharne à déployer une hostilité fort mal dissimulée à l'endroit d'une fédération étudiante en raison de ses prétendues connivences avec une multinationale puisse se financer auprès des compagnies de tabac, des laboratoires pharmaceutiques et insérer des échantillons de gomme dans leurs imprimés. Nous nous permettons de douter que les étudiants qui financent le journal à l'aide de leurs cotisations soient dupes d'une telle hypocrisie.

La FAÉCUM n'en démord pas, l'ingérence des intérêts privés dans les murs d'une institution d'enseignement constitue une menace à la formation académique. Cependant, la démonstration n'a jamais été faite que la présence exclusive d'un embouteilleur de boissons gazeuses, conjointement aux sommes qui découlent de cette exclusivité, ont un impact réel sur les programmes d'enseignement et de recherche de l'Université de Montréal. Le fardeau de la preuve incombe aux détracteurs de l'entente. La FAÉCUM montera aux barricades le jour où il sera démontré que le contrat d'exclusivité vient s'immiscer dans le cursus académique de l'étudiant. En l'absence de cette démonstration et sans un mandat de ses associations, la FAÉCUM ne peut se payer le luxe de retirer aux cafés étudiants les subsides que leur verse Pepsi et de priver plusieurs étudiants des emplois ainsi que des bourses que l'entente leur octroi. Nous ne pouvons que nous excuser à l'endroit des étudiants qui ne pourront s'abreuver auprès des concurrents de la multinationale d'ici la fin du contrat. En conséquence de quoi, nous demandons aux jeteurs d'anathèmes de bien vouloir accomplir leur travail jusqu'au bout, avec rigueur et discernement et de traquer le cancer là où il ronge vraiment.

FAÉCUM
Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal
www.faecum.qc.ca
3200 Jean-Brillant
local B-1265

À LA UNE

Le 15 février dernier, les populations du monde entier se sont mobilisées pour faire barrage à la guerre. Reportage photo à New York et Montréal. Chronique française et new yorkaise.
À lire en pp.10 et 11

Photo: Dominic Gauthier

SOMMAIRE

CAMPUS

De nouvelles fenêtres pour les ordinateurs de l'UdeM p.5

Grève des employés de soutien: un campus sans services p.7
Socio quitte la FAÉCUM p.9
Petite cuisine électorale p.9

NON À LA GUERRE

Le NYPD donne un grand coup p.10
Les médias anglo-saxons attrapent le ver solitaire p.11
Reportage photo à New York et Montréal .pp.10-11

SOCIÉTÉ

En 4x4 sur les chemins de la consommation . .p.12
La sécurité en toute impunité p.13

Vacances «made in China» pour la confection québécoise p.17

L'INTERVIEWÉ

Pierre Ducasse, un Québécois au NPD p.15

MONDE

Chypre:adhérer à la réunification p.18
Dakar: les trottoirs de la connaissance p.19
Allemagne:retour en force p.20
Chronique mexicaine: la Foire du livre de Guadalajara p.21
Fleur de lys sur papier de riz: l'abrutissement du génie p.21

CULTURE

L'autre langue du théâtre montréalais p.22
Aziz:chanter, simplement p.23
Art contemporain:enlever les corps p.24
Hors les murs: In/Out, la place du spectateur p.24
La Grande Vadrouille:le Rialto p.25
BD: J'ai rêvé à Stalingrad p.26

Quartier Libre

DIRECTRICE
Mikaëlle Monfort
monfortmikaelle@hotmail.com

CHEFS DE PUPITRE
Campus: Alexandre Benoît
alexandre.benoit.1@umontreal.ca
Société / Monde: Frédéric Legendre
fredericlegendre@yahoo.ca
Culture: Emmanuella St-Denis
wonderfulartemisia@hotmail.com

DIRECTEUR PHOTO
Dominic Gauthier - gauthdom@hotmail.com

PHOTOGRAPHES
David Champagne, Clarisse Serignat

ILLUSTRATEURS
L'eau tiède, Jérémi Lavoie, Jaime Rodriguez

COLLABORATEURS
Marc Allard, Samuel Auger, Nancy Beaulieu, Christian Chaloux, Adrien José Charlois, Stéphanie Duret, Clément de Gaulejac, Hélène Harvey , Solène Hérault, Myriam Infantino, Anne Lardeux, Sébastien Malo, Pierre Nadeau, Marième Paradis.

CORRECTEURS
Serge Bergeron, Denis Desjardins

INFOGRAPHIE
© Zirval Design & Imprimerie
(514) 525-3781

PUBLICITÉ
Accès-Média (524-1182)

IMPRESSION
Prime-Litho

DISTRIBUTION
R.C. Graphiques

Le *Quartier Libre* est le journal des étudiants de l'Université de Montréal publié par *Les Publications du Quartier Libre*, une corporation sans but lucratif créée par des étudiants en 1993.

Bimensuel, le Quartier Libre est distribué gratuitement sur tout le campus de l'Université de Montréal et dans ses environs.
Nos bureaux sont situés au:
2350, Édouard-Montpetit, Résidences de l'UdeM (Local 5115) C.P. 6128, succ. Centre-Ville, Montréal (Québec) H3C 3J7
Tél.: (514) 343-7630 - Téléc.: (514) 343-7744
Site Web: www.ql.umontreal.ca
Courriel: quartierlibre@hotmail.com
Le Quartier Libre est membre de la Presse universitaire indépendante du Québec (PUIQ)
Dépôt légal:
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISBN 1198-9416
Tout texte publié dans le Quartier Libre peut être reproduit avec mention obligatoire de la source.
PROCHAINE PARUTION
Mercredi 12 Mars 2003
PROCHAINE TOMBÉE
Jeudi 6 Mars 2003

ÉDITORIAL

RESTER MOBILISÉ

Mikaëlle MONFORT

Deux millions de manifestants à Madrid, un million à Barcelone, 750 000 à Londres, 650 000 à Rome. Le 15 février dernier, l'Espagne, la Grande-Bretagne et l'Italie ont connu leurs plus importants rassemblements depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Ce jour-là, à New York, 500 000 personnes ont bravé le froid et la répression policière.

On peut craindre, ces jours-ci, que la mobilisation sans précédent de ces peuples dont les dirigeants sont en faveur d'une intervention militaire en Irak ne soit pas parvenue à éloigner durablement la perspective de la guerre.

Pourtant, le 15 février 2003, ces peuples ont montré avec vigueur qu'ils n'étaient pas dupes des tentatives de manipulation et de propagande organisées aussi bien par l'administration américaine que par l'empire de presse de Rupert Murdoch. Les codes d'alerte de *Fox TV*, les photos floues de Colin Powell et les invectives grossières du *New York Post* et du *Sun* n'y changent rien. Et quant à moi, la sortie de Condoleeza Rice sur les *«majorités silencieuses»* est à peu près aussi convaincante que la sinistre mascarade à laquelle s'est livré le secrétaire d'État américain devant le Conseil de sécurité de l'ONU lorsqu'il a produit ses *«preuves»*.

Rien à faire. L'administration américaine et ses suppôts européens ne sont pas parvenus à démontrer à leurs peuples qu'il fallait jeter aux orties tous les fondements sur lesquels se sont érigées nos démocraties libérales. Ces peuples-là ne sont toujours pas prêts à renoncer au droit international et au multilatéralisme. Ces peuples-là refusent encore de se livrer à l'ivresse du droit du plus fort.

En le faisant savoir le 15 février dernier, ils ont aussi signalé à leurs dirigeants que leurs pays s'approchaient à grands pas d'une crise majeure de la représentativité. Il conviendrait maintenant que les chefs d'État et de gouvernement états-unien, espagnol, italien et britannique les entendent. Faute de quoi, en imposant à leurs peuples une guerre illégale (si elle n'emportait pas l'aval unanime du Conseil de sécurité de l'ONU); ils signeraient la faillite des démocraties libérales que l'on prétend par ailleurs implanter de force dans le monde arabe pour le plus grand bien du plus grand nombre.

Certes, faire entendre raison à ces dirigeants ne semble pas être une mince affaire. Mais tant qu'une guerre illégale n'aura pas débuté, il convient de rester mobilisé et de conserver l'espoir que le pire est évitable. Car s'il devait advenir, les nouvelles souffrances promises au peuple irakien se concrétiseraient très probablement et la faillite morale et politique de l'Occident serait définitivement consommée. Cette guerre en Irak nous concerne tous au premier chef parce qu'elle menace à l'évidence la sécurité de civils déjà rudement éprouvés; mais aussi parce qu'elle menace tout ce en quoi nous avons pu croire jusqu'à présent et tout ce en quoi nous avons pu avoir confiance pour l'avenir: l'État de droit, le respect des droits de l'Homme et des libertés individuelles, la construction européenne, le multilatéralisme et l'éventualité d'un progrès concerté vers la paix mondiale.

La civilisation arabe a probablement ses démons, dont Saddam Hussein fait certainement partie, mais la civilisation occidentale n'est pas exempte des siens. Il semble que les peuples occidentaux soient arrivés à un moment de leur histoire où ils vont devoir à nouveau les confronter. Bertolt Brecht nous a mis en garde contre *«le ventre toujours fécond de la bête immonde»*, il semble bien que la matrice ait enfanté de rejetons qui pourraient s'avérer bien plus menaçants pour nos valeurs que ne le sera jamais le tyran de Bagdad.

C'est pourquoi je vous conjure de rester mobilisés.

PHOTO : DOMINIC GAUTHIER

Quartier Libre

ÉTUDIANTES ET ÉTUDIANTS DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL, VENEZ ASSISTER À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU QUARTIER LIBRE LE 14 MARS 2003 À 18H30 AU PAVILLON PRINCIPAL, SALLE G-415. ORDRE DU JOUR: PUBLICITÉ, TIRAGE, ÉTATS FINANCIERS.

L'entente Pepsi dans les faits

N'étant plus contrainte à la clause de confidentialité qui interdisait à la FAÉCUM de rendre publique l'entente entre cette dernière, Pepsi, l'UdeM, et l'AGÉÉFEP, voici les faits saillants du contrat d'exclusivité :

Contexte lors de la signature du contrat :

• Le contrat liant la FAÉCUM, l'UdeM, l'AGEEFEP et Pepsi a été signé au 337e CC suite à environ 9 mois de débat en CC. L'ensemble des associations membres ont été incitées à convoquer des AG à cet effet et la majorité l'ont fait.
• Dès le début, les associations membres savaient qu'elles ne pouvaient voir le contrat en instance, puisque le contrat contenait une clause de confidentialité.
• Le premier débat qui a eu lieu portait sur l'éthique de la signature dudit contrat. Les associations ont accepté de poursuivre les négociations en gardant en tête que l'important est de protéger les diverses facultés dans leur autonomie universitaire. De plus, de tels contrats existaient déjà sur le campus (ex : Molson).
• Le contrat a été adopté à forte majorité (25 pour, 2 contre, 5 abstentions).

Résumé du contenu du contrat

• L'UdeM, la FAÉCUM et l'AGEEFEP s'engagent à n'acheter que des produits de la compagnie Pepsi pour les boissons non-alcoolisées.
• Les événements qui sont organisés par des étudiants et ne relevant pas des signataires ne sont pas soumis au contrat.
• Le contrat s'étend du 1er janvier 1999 jusqu'au 31 décembre 2008, à moins qu'une quantité minimale de vente ne soit pas atteinte. Le volume minimal correspond à 820 000 caisses de produits.
• Dans le cas où le volume minimal n'est pas atteint, le contrat sera étendu à la première des deux dates suivantes : 36 mois ou l'atteinte du volume en question.
• Pepsi prend charge et responsabilité pour les distributrices qu'elle installe sur le campus.
• Pepsi devra verser à l'Université 6 444 000 $ pour les droits d'exclusivité.
• Pour chaque café signataire qui se retire de l'entente, une pénalité de 2 % sera imposée à l'Université, à moins que le café en question ne soit fermé définitivement.
• Cette pénalité s'applique aussi aux programmes " *Argent liquide* " et " *Soutient global sur mesure* ".
• Est créé un comité marketing constitué de représentant de l'Université, de Pepsi, de la FAÉCUM et de l'AGEEFEP. Ce comité a pour responsabilité de développer des programmes promotionnels. Le rôle du comité est cependant limité à faire des recommandations et aviser les parties. Cela dit, l'Université doit en tout temps donner son accord et les décisions finales sont prises par Pepsi.
• Est aussi instauré le programme de promotion " *Argent liquide* " pour une valeur de 736 000 $ sur 10 ans.
• Le programme " *Soutient global sur mesure* " est mis sur pied. Ce programme, d'une valeur de 1 602 000 $, comprend l'embauche d'étudiants et la distribution de bourses d'étude " Pepsi ".
• Pepsi devrait installer dès la signature du contrat, un minimum de 145 machines distributrices sur le campus et jusqu'à concurrence de 195 distributrices.
• L'Université reçoit le paiement de droit d'exclusivité pour l'installation des machines, en plus d'un pourcentage sur la vente de chacune d'entre elles.
• Le contrat prévoit un mécanisme d'uniformisation des prix et des mécanismes de régulation des hausses. Les prix ont été gelés pendant les trois ans suivants la signature du contrat.

Autres informations :

• L'ensemble des cafés-étudiants sont signataires de l'entente, à l'exception des cafés de médecine et d'anthropologie.
• Le contrat ne s'applique qu'au lieu physique du campus, donc il n'inclut pas la Faculté de médecine vétérinaire de Saint-Hyacinthe ainsi que les écoles affiliées.
• Les redevances versées par Pepsi augmentent graduellement au fil des années, ainsi pour les 5 premières années, elles sont de 500 000 $, ensuite elles sont respectivement de 600 000 $, 669 000 $, 800 000 $, 875 000 $ et, pour la dernière année, de 1 000 000 $.

Programme " Argent liquide " (valeur sur 10 ans)

• D'une valeur de 373 000 $, les promotions " *Pepsi en distribue* " et " *Pepsi fidèle* " consistent en des prix instantanés. Que ce soit des produits gratuits, ou des montants de 100 ou de 1000 $. Des cartes sont aussi distribuées dans les cafés et cafétérias et offrent la chance de gagner de l'argent comptant ou des produits gratuits (remplacés par un nouveau programme promotionnel la " *Vague de prix Pepsi* " d'une valeur équivalente).
• Le programme " *Je passe à l'action* " offre la chance de gagner des actions dans la compagnie Pepsi. Ce programme est d'une valeur de 100 000 $, soit deux prix de 5 000 $ par année. Ce programme n'existe plus, il a été remplacé par le tirage de voyages et autres prix pour une valeur équivalente.
• Le programme " *Acti-fonds* ", d'une valeur de 230 000 $, est accordé pour appuyer les initiatives étudiantes. Selon le contrat, les fonds sont accordés par un comité de 4 personnes dont 2 de Pepsi. Dans les faits, la partie qui revient à la FAÉCUM est administrée par la commission d'admission des subventions (CAS). Suite aux décisions, la demande est acheminée à Pepsi qui émet le chèque pour l'activité.
• Finalement, le programme " *Pepsi surprise* ", où des représentants de la compagnie sont invités à distribuer des prix dans des événements spéciaux choisis par la FAÉCUM. La valeur totale est de 33 000 $.

Programme promotionnel " Soutien global sur mesure "

• 230 000 $ de bourses d'étude. 10 bourses par année remises par la direction de l'Université.
• 1 050 000 $ en emplois d'été. Un minimum de 15 étudiants, choisis en collaboration avec la FAÉCUM, seront embauchés par Pepsi.
• 100 000 $ pour l'emploi d'un agent de liaison par année pour la durée du contrat, un étudiant à temps partiel.
• 222 000 $ pour divers investissements au CEPSUM, tels que les tableaux indicateur et horloges. Mais aussi pour du soutien en produit aux équipes sportives et 138 000 $ pour la programmation.

Répartition des sommes

• La FAÉCUM reçoit 29, 448 % des sommes consenties à l'UdeM puisque les cafés-étudiants sont considérés comme représentant 30 % des ventes sur le campus.
• Cette année, la FAÉCUM a retiré 67 356, 00 $ du contrat, dont 43 781, 41 $ a été redistribué aux cafés-étudiants.
• Les sommes dédiées à la FAÉCUM et aux cafés-étudiants sont garanties par l'Université.

FAÉCUM
Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal
www.faecum.qc.ca
3200 Jean-Brillant
local B-1265

TECHNOLOGIES

LA VIE APRÈS WINDOWS

L'emprise du système d'exploitation Microsoft Windows sur le campus de l'Université de Montréal est indéniable, mais le géant américain se voit déjà confronté à un adversaire de taille dans certaines universités américaines et européennes : Linux. Gratuit, public et universel : verra-t-on un jour se répandre Linux sur le campus de l'UdeM?

Samuel AUGER

Linux a été créé de toute pièce en 1991 par un étudiant finlandais du nom de Linus Torvalds, durant ses loisirs. Les utilisateurs de ce système se comptent désormais par millions. Le développement de ce système d'exploitation s'appuie sur une nouvelle approche en informatique : les logiciels «open-source». Des programmes dont tous les codes sources sont ouverts à la communauté virtuelle. N'importe quel usager peut lire, comprendre, modifier et créer des programmes, des actes impossibles ou illégaux dans le cas des logiciels Microsoft.

Il s'agit d'une approche révolutionnaire dans le sens où Linux ne repose pas sur une grande corporation comme Microsoft. Des programmeurs, des professionnels, des étudiants, des pirates informatiques : le produit final est une somme de la contribution d'individus. Cette universalité donne à Linux un avantage de taille sur ses compétiteurs : il est totalement gratuit et accessible, un principe qui s'applique tant au système qu'aux nombreux logiciels disponibles.

UN CHOC TROP GRAND

Devant la demande croissante en matériel informatique, plusieurs universités étrangères ont choisi un système comme Linux pour économiser sur les frais de licence et ainsi investir davantage dans l'achat de nouveaux ordinateurs. Malgré le manque de postes de travail dans plusieurs départements, l'Université de Montréal n'a aucune intention de se lancer pour l'instant dans cette voie. «*Le choc culturel et le coût de transition et de formation pour un nouveau système d'exploitation me font beaucoup plus peur que les économies réalisables. Si nous options pour Linux demain matin, notre centre d'appel serait absolument débordé*», explique Pierre Bordeleau, directeur général des technologies de l'information de l'Université de Montréal(DGTIC).

BANDE À PART

Dans un campus majoritairement Windows, un département a choisi Linux comme principal système pour les étudiants, celui d'informatique et de recherche opérationelle (DIRO). Selon Michel Robitaille, chef des laboratoires au DIRO, «*le choix de ce système est clairement avantageux sur le plan monétaire en permettant d'économiser sur les licences et les mises à jour annuelles qui sont loin d'être gratuites avec Microsoft.*»

Toutefois, l'université bénéficie d'une entente de deux ans avec Microsoft pour ne payer qu'une licence institutionnelle et limiter ainsi les coûts. Les termes de cette ententes sont confidentielles et la direction de la DGTIC n'a pas voulu dévoiler le montant versé annuellement à Microsoft. Elle assure toutefois que celle-ci est avantageuse et ne contraint pas l'université à payer une licence pour chaque étudiant, une dépense qui avoisinerait les trois quarts de millions le cas échéant. Quant aux économies possibles à la suite de l'implantation de Linux, une étude d'une firme conseil en informatique, Robert France Group, estime que les coûts totaux ne représentent que 40 % de ceux de Microsoft.

UNE PHILOSOPHIE EN DEMANDE

Aux États-Unis, lors de la dernière campagne électorale, en constatant les difficultés du gouvernement américain de poursuivre en justice Microsoft pour monopole et concurrence déloyale, le chef du Parti Vert, Ralph Nader, y est allé d'une proposition audacieuse. En effet, il a suggéré de contrer le monopole de Bill Gates directement en introduisant de nouveaux systèmes d'exploitation comme Linux dans l'appareil gouvernemental. Selon un article du *New York Times*, plus de 20 pays dans le monde désireraient implanter le concept *open-source* anti-commercial.

À ce chapitre, l'Amérique est en retard. Au Québec, seule l'Université du Québec à Rimouski semble promouvoir Linux avec son projet Levinux. En Europe, plusieurs campus universitaires font une place grandissante à Linux. En juin 2002, l'Allemagne signait une entente avec IBM pour doter tous les ordinateurs gouvernementaux de Linux. Même le Pakistan a développé un «Linux Task Force» pour développer un tel projet.

UN EXEMPLE À NE PAS SUIVRE?

Tout n'est pas rose dans cette nouvelle avenue informatique. En 1998, le gouvernement mexicain tentait de renflouer les infrastructures informatiques de ses 126 000 écoles publiques en lançant un vaste projet d'implantation de Linux. L'économie de licence était initialement évaluée à 124 millions de dollars. Le gouvernement a toutefois sous-estimé la question du soutien et de la formation technique en envoyant tout simplement des milliers de copies de Linux aux écoles par la poste. Quatre années plus tard, malgré l'achat de 4500 nouveaux ordinateurs pour les étudiants, moins de 20 étaient équipés de Linux, le reste évoluant toujours sous Windows.

PHOTO : DOMINIC GAUTHIER

UNE ÉTUDE D'UNE FIRME-CONSEIL EN INFORMATIQUE, ROBERT FRANCE GROUP, MONTRE QUE LES COÛTS TOTAUX DE LINUX SERAIENT DE 40 % INFÉRIEURS À CEUX DE MICROSOFT.

Changer d'options

La demande pour des solutions de rechange à Windows est bel et bien présente à l'Université de Montréal. Ce fut d'ailleurs une revendication syndicale lors de la dernière négociation syndicale des professeurs dans le cadre du programme «des ordis pour des profs». Les professeurs ont dorénavant le choix entre un PC ou un Mac. Or, selon Michel Cadieux, conseiller en micro-informatique à la DGTIC, «25 % des professeurs ont opté pour un Mac. Certains voulaient également Linux. Ils sont alors libres de détruire leur configuration initiale, mais nous n'offrons aucune aide technique pour ces personnes.»

BRÈVES

OTTAWA CRAQUE SOUS LE CHANT D'AMAZON

(D'après CUP) – L'Université d'Ottawa a reçu un don de 500 000$ de la compagnie Amazon.com pour mettre sur pied la première clinique juridique sur les problèmes légaux liés à Internet. La présidente de l'Association étudiante de Common Law de l'établissement, Raquel Chisholm, croit que l'ajout de cette clinique «*sera avantageux pour les étudiants de droit de l'établissement*».

Autre son de cloche, cependant, de la part du délégué ontarien de la Fédération canadienne des étudiants, Rick Telfer, qui affirme «*qu'on a vu des cas pareils de dons où l'entente entre l'entreprise et l'établissement cachait certaines clauses quant à l'enseignement devant être donné aux étudiants*».

PLUS CHER POUR ÉTUDIER LE DROIT AU MANITOBA

(D'après CUP) – Une hausse de 91% des frais de scolarité à la Faculté de droit de l'Université du Manitoba entrera en vigueur à l'automne prochain. L'entente a été entérinée par le Bureau des gouverneurs de l'Université et le gouvernement du Manitoba le 28 janvier. À la facture annuelle actuelle de près de 4 400 $, s'ajouteront 1 000 $ supplémentaires à la prochaine rentrée et celle de 2004-2005, ainsi que 2 000 $ à celle de 2005-2006.

Les quelque 300 étudiants en droit de l'établissement ont approuvé à 67 % l'entente d'augmentation, lors d'un référendum tenu en janvier. Cependant, cette nouvelle structure de coûts sera valide pour les étudiants admis à la rentrée de l'année prochaine. Le porte-parole national de la Fédération canadienne des étudiants, Ian Boyko, a qualifié l'entente de «*décevante à tous les niveaux*».

AMÉRICAINS EN MAL DE DISTANCE

(D'après CUP) – Trois jours après la plus grosse manifestation pacifiste tenue à Montréal, des étudiants américains établis dans la métropole ont joint leurs voix à leur façon aux manifestants. Vingt étudiants ont érigé des bannières, à l'entrée du consulat des États-Unis, sur lesquelles on pouvait lire «Non à la guerre en Irak».

«*Vivre au Canada en étant Américains implique deux choses*», affirme Abigail Faucher, native de Chicago. «*Premièrement, nous prenons connaissance à distance et à regret des engagements de notre gouvernement. Ensuite, on constate qu'il existe très peu de critiques quant aux actions de ce dernier.*»

Abigail Faucher a initié, à la suite de la manifestation, un groupe de discussion pour les Américains de Montréal, entre autres pour trouver des voix de discussion alternatives. Le groupe a pris forme après la manifestion du 15 février et doit mettre en branle d'autres moyens d'action ultérieurement.

Le Fureteur en bref

GUIDE DES ATELIERS ET SERVICES DE L'UdeM

Culture

Théâtre

Mistero Buffo de Dario Fo
Mise en scène de Luc Arsenault

27 février au 2 mars
Jeudi au samedi à 20h
Dimanche à 14h et 20h
Centre d'essai
Centre étudiant / Pav. J.-A.-DeSève, 6e étage
Entrée : 10$
Info-THÉÂTRE : (514) **343.6111**, poste **4691**

Santé

Concours de recettes santé

10e édition

3 000$ en prix à gagner !
C'est facile de participer, pas besoin d'être un grand chef ! Soumettre une ou jusqu'à cinq recettes santé faciles à préparer pour remporter l'un des onze prix. Se procurer le dépliant distribué dans les présentoirs des signets-nutrition ou dans les cafés étudiants.
Date limite : 28 février 2003

Mois de la nutrition 2003

MANGEZ SAINEMENT…
c'est simple et savoureux !

Les diététistes-nutritionnistes vous proposent une foule d'activités : évaluation de votre alimentation et de votre poids santé, distribution d'outils d'information et de recettes, jeu-questionnaire et prix de participation.

26 février, de 10h à 15h, Pav. Marie-Victorin
27 février, de 10h à 15h, Pav. Marie-Victorin
10 mars, de 10h30 à 14h, Pav. de la Faculté de l'aménagement

Info-NUTRITION : (514) **343.6111**, poste **1770**

Emploi

Ateliers de recherche d'emploi

Rédiger son curriculum vitæ et sa lettre de présentation
27 févr., 13h45 à 16h

Naviguer sans louvoyer
12 mars, 12h à 13h

GRATUIT

INSCRIPTION OBLIGATOIRE : (514) **343.6736**

Counseling

Semaine du mieux-être psychologique

10 au 11 mars

Survivre à la fin de session

Présentation des moyens et des stratégies pour affronter cette période !
Lundi 10 mars, 11h à 13h
Pav. Marie-Victorin, hall d'entrée
Mardi 11 mars, 11h à 13h
Pav. 3200, rue Jean-Brillant, 2e étage

Stands du Centre d'information scolaire et professionnelle

10 au 24 mars

Information sur le marché du travail et sur les perspectives d'emploi, sur les emplois d'été et les cours de langue à l'étranger et sur les programmes d'échanges étudiants à planifier pour les sessions prochaines.
Lundi 10 et mardi 11 mars, 9h30 à 14h
Pav. 3200, rue Jean-Brillant, 2e étage
Mercredi 12 mars, 10h15 à 13h15
Pav. André-Aienstadt
Info-ISEP : (514) **343.7890**

Ateliers du SOCP

Qu'est-ce que j'aime?
Mer. 26 févr., 18 h à 20 h
Pav. Marie-Victorin, salle G-430
Étudiants : gratuit + test 5$ / Inscription obligatoire

Travaux écrits
Jeu. 27 févr., 11h30 à 12h45
Pav. Marie-Victorin, salle D-544
Gratuit / Aucune inscription

Les conflits interpersonnels… Comment les résoudre?
Lun. 10 et 17 mars, 19h à 21h30
Pav. Marguerite-d'Youville, salle 1063
Étudiants : 25$ / Inscription avant le 5 mars

Toujours en retard! La folie de la dernière minute
Mar. 11 et 18 mars, 16h à 18h30
Pav. 2101, boul. Édouard-Montpetit, salle 013-3
Étudiants : 25$ / Inscription avant le 7 mars

Carrière : un récit de vie à composer
Mer. 12 mars, 18h à 20h30
Pav. Marie-Victorin, salle G-440
Gratuit / Inscription avant le 10 mars

Nos relations avec les femmes : comment les vivons-nous?
Mer. 12 et 19 mars, 19h à 21h30
Pav. Marguerite-d'Youville, salle 1063
Étudiants : 25$ / Inscription avant le 27 févr.

Le perfectionnisme : lorsqu'il rend la vie difficile…
Jeu. 13 et 20 mars, 19 h à 21h30
Pav. Marguerite-d'Youville, salle 1063
Étudiants : 25$ / Inscription avant le 7 mars

INSCRIPTION : (514) **343.6853**

CONCOURS FORCES UdeM 2003

Date limite de remise des dossiers : **28 février 2003**

Projets FORCES UdeM

7 bourses de 750$

> Affaires et vie économique
> Arts, lettres et culture
> Entraide, paix et justice
> Environnement
> Santé
> Sciences et applications technologiques
> Société, communications et éducation

Est admissible tout étudiant dont le projet dans l'une ou l'autre de ces catégories a contribué à l'enrichissement de la vie collective et à la progression du savoir.

Personnalités FORCES UdeM

2 bourses de 1000$

1er cycle
Cycles supérieurs

Est admissible tout étudiant qui s'est démarqué en conjuguant réussite scolaire et réalisations personnelles et sociales.

En plus de recevoir une bourse, les lauréats seront admissibles au concours provincial Forces AVENIR 2003. Pour connaître tous les critères d'admissibilité et autres détails du concours, consultez le site Web :
www.sae.umontreal.ca/concours.htm

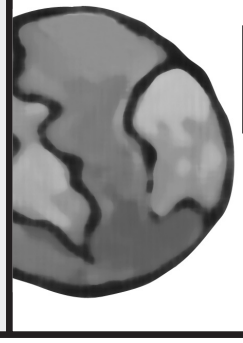
Ressources

Changez de cour d'école !

L'architecture à Venise, la chimie à Paris, l'anthropologie à Mexico.
« Comment préparer sa demande de participation à un programme d'échanges ? »

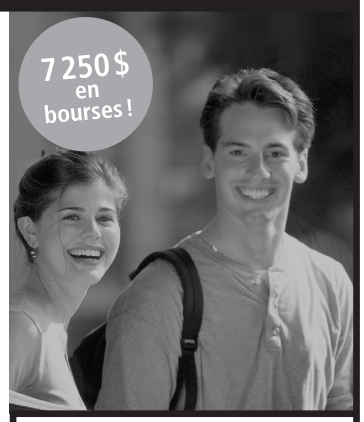
Séances d'information :
Jeudi 27 févr. de 13h45 à 14h30

Maison internationale
Centre étudiant / Pavillon J.-A.-deSève
2332, boul. Édouard-Montpetit, local A-0300



Départs à l'automne 2003 et à l'hiver 2004
Date limite pour la remise d'un dossier : **28 février 2003**

Info-ÉCHANGES :
(514) **343.6111**, poste **5366**



Services aux étudiants

Service des activités culturelles [SAC]
Centre étudiant / Pavillon J.-A.-DeSève
2332, boul. Édouard-Montpetit, bureau C-2524
(514) **343.6524**
www.sac.umontreal.ca

Service d'orientation et de consultation psychologique [SOCP]
2101, boul. Édouard-Montpetit, 3e étage
Consultation psychologique, orientation et ateliers : (514) **343.6853**
Information scolaire et professionnelle : (514) **343.7890**
www.socp.umontreal.ca

Service de santé
2101, boul. Édouard-Montpetit
(514) **343.6452**
www.sante.umontreal.ca

Service d'action humanitaire et communautaire [Service d'AHC]
Pavillon 3200, rue Jean-Brillant, local B-2253
(514) **343.7896**
www.serdahc.umontreal.ca

Service universitaire de l'emploi [SUE]
Centre étudiant / Pavillon J.-A.-DeSève
2332, boul. Édouard-Montpetit, local A-0304
(514) **343.6736**
www.emploi.umontreal.ca

Services socio-économiques [SSE]
Centre étudiant / Pavillon J.-A.-DeSève
2332, boul. Édouard-Montpetit
- Bureau de l'aide financière : Local A-4302
  (514) **343.6145** (messagerie vocale)
  www.baf.umontreal.ca
- Bureau des étudiants handicapés : Local C-351
  (514) **343.7928** ou (514) **343.7013**
  www.ciph.umontreal.ca
- Bureau du logement hors campus : Local B-3429
  (514) **343.6533**
  www.logement.umontreal.ca
- Bureau des étudiants internationaux : Local C-351
  (514) **343.6935**
  www.bei.umontreal.ca
  Maison internationale : Local A-0300
  (514) **343.6111**, poste **5366**
  www.bei.umontreal.ca/maison internationale

Université de Montréal

Employés de soutien

GRÈVE EN VUE ?

Forte du rejet de la dernière entente de principe par 88 % de ses membres, le syndicat des employés de soutien de l'UdeM (1244-SCFP) demande le respect de la convention collective actuelle, faute de quoi, un vote sur des moyens de pression menant à une grève générale illimitée sera demandé le 27 février.

Alexandre BENOIT

Le syndicat comptant 2 000 membres dénonce trois infractions à la convention collective actuelle. Premièrement, il demande un retour au système de dotation de poste qui a prévalu jusqu'à septembre 2002, pour ses 800 employés de bureau, le plus important groupe d'employés. Pendant 30 ans et jusqu'à l'automne dernier, l'Université considérait l'ancienneté de ces employés de l'Université comme critère d'embauche pour les postes d'aide à la gestion des dossiers étudiants et de secrétaire de direction, les postes les plus prestigieux du groupe.

Or, depuis septembre, la Direction des ressources humaines exige des connaissances plus pointues pour l'octroi de ces postes, ce qui, aux yeux de Michel Ducharme, président du syndicat 1244, «*consiste en un critère d'élimination de candidatures tant que l'ensemble de nos membres n'auront pas eu accès à la formation*».

Deuxièmement, le syndicat demande , à l'embauche de nouveau personnel, le respect de la rémunération prévue dans la convention collective pour le groupe métiers et services (par exemple, les employés des services de polycopie et des services alimentaires) dont le salaire de départ, depuis le 19 juin 2002 est de deux à quatre dollars inférieur à celui prescrit par la convention collective.

Enfin, l'unité 1244 demande le rattrapage salarial qui a été accordé aux syndicats 1186 (des employés d'entretien) et 4338 (des employés de bureau de l'École Polytechnique) en mai 2001. Une augmentation de 1,8 % a été consentie à ces derniers et intégrée à leur rémunération. Pour l'heure, l'Université consent à leur offrir l'équivalent de ce montant, mais en somme forfaitaire, à la signature d'un renouvellement de la convention actuelle.

Le respect de ces clauses entraînerait la reprise des négociations de la prochaine convention collective. L'un des enjeux majeurs des discussions est la correction des écarts salariaux entre hommes et femmes. Sur ce point, l'Université affirme que l'écart entre hommes et femmes est de 40 sous l'heure. Aux yeux de Sylvie Goyer, vice-présidente du comité sur l'équité salariale du syndicat, «*l'administration s'est mis les pieds dans les plats, car la Commission des droits de la personne et de la jeunesse prescrivait plutôt un montant de 90 sous l'heure.*»

DU SABLE DANS L'ENGRENAGE

Les négociations entre l'Université et l'unité 1244 se poursuivent depuis janvier dans un mode de médiation continue, avec l'aide d'une conciliatrice du ministère du Travail, Suzanne Therrien. Huit rencontres étaient prévues durant le mois de février, afin d'accélérer la négociation de la prochaine convention (dont la dernière prévue aujourd'hui). Mais, compte tenu de la frustration causée par cette violation de l'entente de travail par l'Université, «*respecter la convention collective consisterait la moindre des choses pour que nos employés retrouvent un minimum de confiance en l'administration dans le déroulement des négociations*», affirme Michel Ducharme.

L'ADMINISTRATION ÉTONNÉE

De son côté, l'administration se dit surprise par un tel dénouement car, «*lorsqu'on pense à voter pour un mandat de grève, c'est lorsque le processus de négociation est assez avancé. Or nous avons commencé à négocier le 30 novembre*», affirme Elvio Buono, directeur général adjoint de la Direction des ressources humaines.

Sur la question de l'équité salariale, le Directeur général-adjoint de la DRH rétorque que, contrairement à ce qu'affirme la partie syndicale dans cette négociation, «*l'administration de l'Université ne s'est pas retirée des audiences tenues à la Commission des droits de la personne et de la Jeunesse* (CDPDJ)».

Ces travaux, tenus au printemps dernier, donnaient suite à la plainte en discrimination salariale déposée par la section locale 1244 à la Commission en 1996. La plainte vise à obtenir des correctifs au programme de relativité salariale, calqué sur celui appliqué à la fonction publique. La mesure, aux yeux du syndicat, consiste en un obstacle majeur dans ses revendications quant au rattrapage de l'écart salarial que subissent les femmes affiliées à la section locale 1244

«*Nous ne nous sommes pas retirés. Le médiateur a constaté qu'il y avait une impasse dans les négociations*», affirme Monsieur Buono. Cependant, la partie patronale refuse de considérer les quelque 500 employés non permanents dans cette négociation car, selon la vice-rectrice aux ressources humaines de l'Université, Gisèle Painchaud, «*ce sont des gens en attente de poste et non éligibles à toute rétroactivité liée à une rétribution donnée par le passé*».

PHOTO : DOMINIC GAUTHIER

LES EMPLOYÉS ONT DEMANDÉ À L'UNIVERSITÉ DE RESPECTER LA CONVENTION COLLECTIVE.

S'il y a grève : il s'agira de la première en 21 ans sur le campus. L'Université de Montréal, sous juridiction provinciale, ne peut, en cas de grève, embaucher du personnel pour remplacer celui en grève. Seuls les cadres et professionnels peuvent pallier leur absence.

ANNONCE SPÉCIALE

Attention: Étudiants étrangers

FAITES APPLICATION POUR DEVENIR UN RÉSIDENT PERMANENT CANADIEN DÈS AUJOURD'HUI!

Êtes-vous ici avec un permis de séjour pour étudiant?
Voulez-vous transformer votre status à celui de Résident Permanent canadien?
Quelle que soit votre situation, nos professionels en immigration peuvent vous aider!

Appelez aujourd'hui pour une consultation GRATUITE et CONFIDENTIELLE.

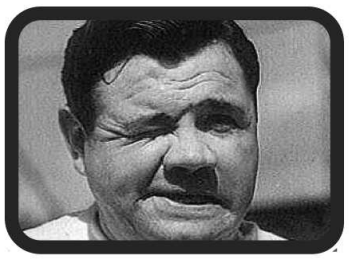
514-733-2552

Résidence permanente - Parrainage (incluant les couples de même sexe) - Investisseurs - Citoyenneté - Permis de travail - Permis de séjour étudiants / visiteurs - Aides familiaux résidents - Réfugiés

CONSEIL D'IMMIGRATION CANADIEN
400, rue Saint-Jacques Ouest, Bureau 300, Montréal (Québec) H2Y 1S1
www.immigrationcouncil.com

POUR PLACER UNE PUBLICITÉ
DANS LE QUARTIER LIBRE
REJOIGNEZ ACCÈS MÉDIA AU (514) 524-1182

Cinquante pour cinq!



Obtenez jusqu'à 50$ de rabais sur votre voyage!

Achetez:	Sauvez:
Billet d'avion + Assurance + Carte Isic/Go 25/YHA	30.00$
Billet d'avion + Assurance + Carte Isic/Go25/YHA + passes de train/bus ou achat rachat.	40.00$
Billet d'avion + Assurance + Carte Isic/Go 25/YHA + passes de train/bus ou achat rachat+ Nuits d'hébergement.	50.00$

Venez nous voir au plus vite!

VOYAGES CAMPUS
S'évader pour vrai!

UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL
5150, AVE. DECELLES
514-735-8794
WWW.VOYAGESCAMPUS.COM

*NE PEUT ÊTRE COMBINÉ AVEC UNE AUTRE PROMOTION. OFFRE VALIDE DU 15 JANVIER AU 30 AVRIL 2003. DOIT ÊTRE RÉSERVÉ ET ACHETÉ EN MÊME TEMPS.

Quartier Libre

LECTEURS, VOUS AIMERIEZ QUE LE QUARTIER LIBRE TRAITE D'UN SUJET?

UN ARTICLE VOUS INSPIRE UNE RÉFLEXION?

ÉCRIVEZ-NOUS à quartierlibre@hotmail.com

ZIRVAL DESIGN
IMPRIMERIE & INFOGRAPHIE
514-525-3781

La boutique Mac sur le campus

Epson Stylus Photo 820 GRATUITE (avec achat d'un Mac*)

IBOOK G3 ÉCRAN 12"
• G3 800 MHz • Écran 12.1" XGA TFT 1024 X 768 • SDRAM 128 Mo
• 30 Go • Combo DVD/ CD-RW • Port Firewire • 56 Kpbs et carte réseau 10 /100
• Carte vidéo ATI Mobility Radeon 7500 32 Mo
**1919$†** ou 60$ par mois sur 36 mois† 0$ à l'achat, 0$ résiduel.

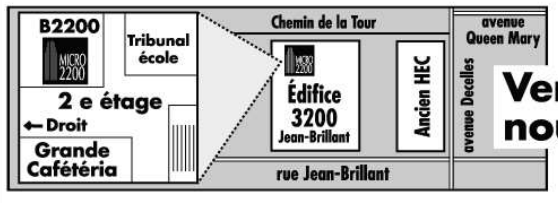
POWERBOOK G4 ÉCRAN 12"
• G4 867 MHz/133 • Écran 12" 1024 x 768 • 256 Mo
• 40 Go • Lecteur DVD-ROM/CD-RW • nVidia GeForces 4 420 32 Mo
• 56 Kpbs et carte réseau 10 /100 et Gigabit • Prêt pour Airport Extreme
**2428$** ou 75$ par mois sur 36 mois† 0$ à l'achat, 0$ résiduel.

EMAC
• G4 700 MHz • Écran 17" plat • 128 Mo • 40 Go • Combo DVD-ROM/CD-RW
• 56 Kpbs et carte réseau 10/100 Mbps • nVidia GForce 2 MX 32 m
**1529$†** ou 48$ par mois sur 36 mois† 0$ à l'achat, 0$ résiduel.

OFFICE X 109$*
* Détails en magasin.

IMAC ÉCRAN 15"
• G4 800 MHz/100 • Écran 15" 1024X768 • 256 Mo
• 60 Go • Lecteur DVD-ROM/CD-RW • nVidia GeForces 2 MX 32 Mo
• 56 Kpbs et carte réseau 10 /100
**1871$†** ou 58$ par mois sur 36 mois† 0$ à l'achat, 0$ résiduel.

POWERMAC G4 1 GHz
• G4 1 GHz/133 • 256 Mo • 60 Go • Lecteur DVD-ROM/CD-RW
• **2ième lecteur en option** • nVidia GeForce 4 MX 64 Mo
• 56 Kpbs et carte réseau 10/100/1000 Mbps
**2129$†** ou 66$ par mois sur 36 mois† 0$ à l'achat, 0$ résiduel.



Venez nous voir...

MICRO 2200 INFORMATIQUE
3200, rue Jean-Brillant
Local B-2200
Tél.: 514.343-2313
http://www.micro2200.ca
Depuis plus de 11 ans

Prêts étudiants acceptés

Revendeur agréé

* Sauf exception taxes en sus, détails en magasin. † Taxes en sus, les prix et les configurations peuvent changer sans préavis, détails en magasin, quantités limitées. Apple et le logo Apple sont des marques déposées d'Apple Computer inc., enregistrées aux États-Unis et autres pays.

CORRECTION de la VUE au LASER

Pierre Demers, MD
Ophtalmologiste
11 000 chirurgies

Avi Wallerstein, MD
Ophtalmologiste
20 000 chirurgies

Mark Cohen, MD
Ophtalmologiste
20 000 chirurgies

Expérience
Notre équipe de chirurgiens de Montréal a effectué plus de **51 000 interventions au LASIK.**

Technologie
Nous utilisons le laser Bausch & Lomb 217, incluant la nouvelle technologie de **correction de la vue sur mesure, Zyoptix.**

Résultats
La majorité de nos patients bénéficient d'une vision 20/20 après la chirurgie.

SPÉCIAL ASEQ

Nos frais incluent l'examen pré-opératoire, le traitement au LASIK et les suivis post-opératoires.
*Choisissez Lasik MD et bénéficiez d'une couverture par Le Régime de Soins de Santé de la FAECUM. Offert exclusivement aux membres de la FAECUM seulement. Le prix peut varier selon votre prescription. Applicable sur une chirurgie des deux yeux.

À partir de **$500** de l'oeil*

LASIK MD MONTRÉAL
(514) 845-1515
www.lasikmd.ca

Montréal Toronto Mississauga Niagara Falls

Désaffiliation

LE RÉÉSUM QUITTE LA FAÉCUM

Le Regroupement des étudiants et étudiantes en sociologie de l'Université de Montréal quitte la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAÉCUM). Par un vote massif de 15 voix sur 16 en faveur de la désaffiliation et une abstention, le RÉÉSUM fait d'une pierre deux coups et crée un précédent: il s'agit de la première association étudiante de l'UdeM à joindre les rangs de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ-Solidarité).

Alexandre BENOIT

Les participants à l'assemblée générale spéciale tenue le 18 février invoquent le manque de transparence de la FAÉCUM, lors de la tenue des conseils centraux. Selon le Regroupement, les documents concernant la plupart des décisions et politiques adoptées par la fédération sont remis à la dernière minute, ce qui, aux yeux de Tristan Cayn, membre du Regroupement, «*constitue un obstacle à la tenue d'un débat sain lors des assemblées*».

De plus, le Regroupement constate de nombreuses connivences entre certaines associations départementales et le Bureau exécutif. Selon le RÉÉSUM, certaines d'entre elles amenaient des propositions ayant fait l'objet de discussions préalables. Mais surtout, dans un document de réflexion remis à ses membres, le Regroupement déplore le fait «*que la majorité des propositions faites par le Bureau exécutif sont adoptées à la majorité, et que celles provenant des associations, à moins qu'elles soient approuvées par le BE, n'ont que très peu de chances de se voir adoptées*».

L'AFFAIRE PEPSI: UN FACTEUR DÉTERMINANT

Les développements récents autour du dévoilement du contrat d'exclusivité signé avec Pepsi n'ont fait qu'accélérer le processus de désaffiliation du Regroupement. Selon le RÉÉSUM, «*aucune structure n'existe pour l'appropriation de l'information par une plus grande proportion d'étudiants : il y a aucune instance facultaire et les différents conseils qui composent la fédération ne sont pas ouverts aux étudiants qui n'ont pas de poste officiel au sein de leur association*.» Selon le président du RÉÉSUM, Nicolas Goyette, «*ces problèmes, additionnés au manque d'empressement du Bureau exécutif à réagir à ses engagements divulgués avec la compagnie Pepsi, n'ont fait que renforcer l'idée de quitter la Fédération.*»

La désaffiliation doit être entérinée au prochain Conseil central, qui doit avoir lieu le 26 février. Le coordonnateur aux finances et aux services de la FAÉCUM, Jonathan Harvey, s'estime « *déçu par la tournure des événements*», mais se réserve le droit de commenter les évènements de manière plus approfondie lors du prochain conseil central.

L'UNION À L'ASSÉ: UNE PREMIÈRE

Ce départ, jumelé à une affiliation du RÉÉSUM à l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ), constitue un précédent sur le campus. C'est la première fois qu'une association départementale étudiante de l'UdeM joint les rangs d'un regroupement étudiant autre que la Fédération étudiante universitaire du Québec. La déléguée aux communications de l'association, Héloïse Moysan-Lapointe, s'estime «*très heureuse du résultat du vote tenu le 18 février*» et, du même souffle, affirme «*ne pas être très étonnée de la désaffiliation à la Fédération, puisque cette dernière avait des positions très claires qui ne pouvaient qu'encourager une privatisation de l'éducation universitaire. Le départ du RÉÉSUM vers l'ASSÉ ne pouvait être qu'un dénouement normal de cette histoire, notre association prônant une approche plus combative dans la défense des droits des étudiants.*»

Le RÉÉSUM déplore le fait que les propositions faites par les associations départementales, à moins qu'elles soient approuvées par le Bureau exécutif, n'ont que très peu de chances de se voir adoptées.

ILLUSTRATION: L' EAU TIÈDE - CABINET D'ART GRAPHIQUE

L'Association pour une solidarité syndicale étudiante regroupe 52 000 membres étudiant aux niveaux collégial et universitaire, comparativement à 140 000 pour la FEUQ. La plus grosse institution universitaire associée à l'ASSÉ est la Concordia Student Union, avec ses 24 000 membres, suivies des associations modulaires d'histoire, de sociologie et de sciences juridiques de l'UQAM. En ajoutant le RÉÉSUM à ces trois dernières, un total de 1 250 étudiants universitaires sont fédérés par l'Association. L'Association de science politique de l'UQAM réunit ses membres cette semaine pour décider de se joindre ou non à l'Association.

Règlements électoraux

MODIFICATIONS MAJEURES AUX RÈGLEMENTS DES ÉLECTIONS

Trois semaines avant la tenue du Congrès annuel qui verra à pourvoir de nouveaux candidats aux postes du Bureau exécutif, la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAÉCUM) propose d'importantes modifications aux règlements entourant le déroulement des élections.

Alexandre BENOIT

La réforme vise à combler certaines lacunes observées au scrutin de l'année dernière, où «*entre autres, il fallait appeler un Congrès spécial pour préparer le Congrès annuel, et où, lors de la tenue du scrutin, il y avait eu pénurie de bulletins de votes*», rappelle Alexandre Bourdeau, coordonnateur aux affaires internes à la FAÉCUM, membre du Bureau Exécutif proposant la réforme. Dorénavant, la procédure d'ouverture de la campagne électorale sera proposée lors de la tenue des Conseils centraux.

Un hic cependant: le président et le secrétaire des élections, contrairement aux années passées, ne seraient pas nommément élus, conséquence de l'allégement de structure. Par la tenue d'un congrès préparatoire au congrès annuel, il y avait auparavant possibilité d'élire un président et secrétaire d'assemblée d'office exclusivement pour cette période. Dans l'affirmative d'une application des changements proposés, ce seraient les président et secrétaire d'assemblée lors des séances ordinaires des Conseils centraux qui présideraient aux séances lors du Congrès.

Le président des élections pourrait bénéficier, de plus d'un pouvoir élargi, en ce sens où il fixerait les balises de la période de discours, limiterait le temps accordé alloué aux candidats pour débattre et déciderait du mode de scrutin en vigueur cette année. Afin d'apporter un correctif aux désagréments causés par un vote écrit, une proposition sera débattue sur la possible tenue du vote par voie électronique, via un réseau d'ordinateurs portables.

L'essentiel des propositions du document, soumis aux membres du dernier Conseil Central du 5 février, sera débattu lors de l'instance des associations membres de la FAÉCUM ce soir.

DES DOUTES AU SEIN DES ASSOCIATIONS DÉPARTEMENTALES

Déjà, certains aspects du document de réforme font l'objet de discussion, dans certaines associations départementales. L'Association des étudiants en histoire, également membre de la Coalition interdépartementale des étudiants libres, se montre déjà critique face à quelques-une des réformes proposées. Le délégué aux affaires externes de l'association, Serge Bergeron, se montre perplexe, «*quant à l'idée de déléguer au président d'élection du mode de scrutin*».

La réforme électorale proposée par la FAÉCUM sera débattue en conseil central ce soir. Elle propose des correctifs à certaines lacunes qui ont entravé la tenue des élections l'année dernière. Entre autres propositions, une d'entres elles propose la tenue d'un vote électronique, afin de pallier le manque de bulletin de votes observé l'année dernière et un pouvoir élargi pour le président des élections... qui sera celui qui préside les conseils centraux.

De plus, le membre de l'exécutif de l'Association d'histoire demande à avoir quelques explications, à propos de dispositifs différents dans la tenue d'élections annuelles et partielles.

Dans le document distribué aux associations-membres, il est stipulé que pour la tenue d'une élection annuelle, «*la période électorale est ouverte huit semaines avant la tenue du vote, par le bureau exécutif de la FAÉCUM*». Dans le cas d'une élection partielle, un congrès spécial doit tenir l'élection.

Le délégué de l'Association d'histoire affirme, enfin, avoir quelques réserves à propos du mode de scrutin que prendra la prochaine élection et de celui qui décidera de la forme qu'il aura, soit le président d'assemblée de la FAÉCUM.

MOBILISATION

Le 15 février dernier, pendant que 150 000 manifestants pour la paix
zèle des policiers à New York, les Français, eux, essuyaient les insultes

C.S.

D.G.

D.G.

D.G.

ARRÊTER LA PAIX

Frédéric LEGENDRE Envoyé spécial à New York

Le 15 février dernier, environ 500 000 personnes se sont rassemblées à New York pour marquer leur opposition à la guerre, selon les organisateurs. Lors de ce rassemblement, les policiers du Département de police de New York (NYPD) ont procédé à des centaines d'arrestations. Pour une manifestation pacifiste, qui regroupe des citoyens ordinaires qui n'ont rien de l'anarchiste ou du vandale, le NYPD a dû se surpasser en décisions incompréhensibles pour réussir à arrêter autant de gens.

Comme on avait empêché les pacifistes d'organiser une marche pour la paix, ils ont dû se contenter d'un rassemblement stationnaire, coin 49e rue et 1re avenue. Bien que le rassemblement ait été permis par la Ville et que les policiers aient garanti l'accès au point de rassemblement par les rues transversales, la très grande majorité des pacifistes n'ont cependant jamais vu, même de loin, ce point de rassemblement. Les policiers, contrairement à ce qu'ils avaient promis aux organisateurs, interdisaient l'accès à la 1re avenue, faisant poireauter les pacifistes dans les rues parallèles. Les marcheurs se sont rapidement butés aux milliers de barrages policiers installés aux diverses intersections de la ville.

Certains manifestants ont décidé de forcer le passage et les policiers ont distribué les coups de matraque à tout vent. Aux intersections où les manifestants n'avaient pas forcé le passage, voyant que les pacifistes nuisaient à la circulation, le NYPD a décidé d'appeler la cavalerie en renfort… au sens propre du terme. En effet, les manifestants qui scandaient que la rue leur appartenait ont rapidement compris qu'ils se trompaient quand le NYPD a foncé sur la foule avec des chevaux pour séparer les manifestants.

À QUI LA RUE? AUX POLICIERS!

Bilan de cette manifestation: plus de 300 arrestations. Plus de 300 citoyens ordinaires de tous âges arrêtés pour s'être malencontreusement retrouvés au mauvais endroit au mauvais moment. Plus de 300 personnes qui ont servi d'exemples dissuasifs aux autres pacifistes présents. Dans un zèle inexplicable, les policiers new-yorkais avaient décidé que non seulement les pacifistes ne se réuniraient pas devant le siège de l'ONU, que non seulement ils ne pourraient pas marcher, que non seulement on les empêcherait de se rassembler, mais que dès qu'ils occuperaient les rues – ce qui devenait pourtant nécessaire, les trottoirs étant insuffisants pour recevoir cette marée humaine – on les mâterait et on ferait des exemples des quelques manifestants qui oseraient hausser le ton.

Si on a retenu de ce rassemblement le nombre de manifestants présents qui dépassait de loin les attentes, il faudrait porter davantage attention à cette volonté flagrante d'empêcher la démocratie de s'exprimer. L'organisation à la base du rassemblement, *United for Peace and Justice*, a d'ailleurs exigé la démission du commissaire de police de New York Ray Kelly, à la suite de la violence exercée par les policiers lors de cet événement.

«Le peuple uni ne peut être vaincu», criaient les manifestants. Peut-être, mais à New York, à coup de matraque, le peuple peut être battu.

D.G.

C.S.

PHOTOGRAPHES

DAVID CHAMPAGNE, NY

DOMINIC GAUTHIER, NY

CLARISSE SERIGNAT, MTL

GÉNÉRALE

enduraient le froid à Montréal, pendant que 150 000 pacifistes subissaient le anglo-saxonnes. Le Quartier Libre était présent sur tous ces fronts.

D.C.

D.G.

D.C.

D.G.

LA GUERRE DES MOTS

Mathilde RÉGNAULT Correspondante du *Quartier Libre* en France

Avant même que ne paraisse, il y a quelques jours, une version française du tabloïd britannique *The Sun* traitant Jacques Chirac de «ver», la France essuyait le tir nourri des invectives anglo-saxonnes.

Tout commence lors de la célébration des 40 ans du traité franco-allemand, en janvier. Le chancelier Schröder et le président Chirac, enthousiasmés par toutes ces déclarations d'amour entre les deux peuples, affirment officiellement leur opposition commune à une guerre en Irak. Oups! Washington n'apprécie pas. Donald Rumsfeld balaie les arguments des deux pays d'un simple qualificatif : *«L'Allemagne et la France, c'est la vieille Europe»*.

Au fil des semaines, la position des Français et des Allemands gagne en crédibilité auprès de l'opinion publique, qu'on devine largement «antiguerre». Plus la pression monte, plus les dirigeants et les journaux anglo-saxons cèdent à la facilité de l'insulte. Chez les Britanniques, d'abord. Jugez plutôt. *Daily Telegraph : «Il faut dénoncer le bluff de la France.» Sunday Telegraph: «L'éternelle spécialité de la France est de ménager la chèvre et le chou. Il est raisonnable d'attendre qu'elle fasse ce qu'elle fait d'ordinaire: beaucoup de bruit, menaçant d'exercer son veto au Conseil de sécurité, avant de s'abstenir tranquillement.»* Bon, passe encore.

Mais les Américains entrent dans le jeu. Ces Américains d'ordinaire si empressés de vanter l'impartialité de leur presse s'en donnent à cœur joie. Dans son édition du 6 février, le très sérieux *Wall Street Journal* publie un texte de Christopher Hitchens, qui décrit les Français comme *«un peuple de lâches et de corrompus»*. Puis, comparant Chirac à De Gaulle: *« Le pygmée qui lui succède, (…) travesti en une Jeanne D'Arc au crâne dégarni, a transformé la France en abject proxénète de Saddam.»* Pour le *National Review*, ils sont des *«capitulards amateurs de fromages»*. George Will, à la fois journaliste au *Washington Post*, à *Newsweek* et pour *ABC*, qualifie Dominique de Villepin, le ministre des Affaires étrangères, d'*«oléagineux»*…

Cette vague d'insultes internationale est orchestrée en partie par Rupert Murdoch, cet Australien magnat de la presse. Grâce à son groupe News Corporation, il possède

> «Jamais un Français ne se laisserait aller à comparer le président des États-Unis à un ver solitaire.»

une bonne partie des journaux et des chaînes de télévision anglo-saxonnes à travers le monde. Fidèle ami de Tony Blair et de George W. Bush, il n'hésite pas à encenser leur attitude et, par la même occasion, à enfoncer la France et l'Allemagne. Le *New York Post* va même, dans son édition du 14 février, jusqu'à remplacer le visage des représentants français et allemands au Conseil de sécurité par des têtes de belettes !

Bizarrement, les Français regardent ce déchaînement de haine d'un regard plutôt amusé. Quelques boutades ou dessins ironiques sont bien esquissés, mais guère plus qu'en temps normal. Plusieurs journaux rapportent dans leurs chroniques les qualificatifs utilisés outre-Atlantique. Michèle Stouvenot, dans le *Journal du dimanche*, évoque avec humour les possibilités de riposte française: *«Même s'il pense que George W. Bush est un psychorigide, une petite frappe chirurgicale, un dommage collatéral, et regrette qu'il ait finit par cracher le bretzel, pourtant un étouffe-chrétien, qui avait failli envoyer notre prêcheur devant l'Éternel, jamais un Français ne se laisserait aller à comparer le président des États-Unis à un ver solitaire ou à un nain déguisé en John Wayne oléagineux.»* Bref, ce n'est pas l'imagination qui manque. Mais *«nous ne céderons pas à l'anti-américanisme primaire ni à l'anglophobie basique»*, conclut la journaliste.

En revanche, quelques allusions à l'ingratitude des Français, après l'aide fournie pas les Américains en juin 1944, font mouche. Le Britannique *The Sun*, notamment, publie une photo de cimetière de soldats américains, accompagnée de la légende suivante: *«La France remercie ses alliés de la Seconde Guerre mondiale par un acte de trahison»*. Ça, les Français n'aiment pas du tout. Jacques Chirac se fend d'une interview dans un journal américain, où il dit son amour des États-Unis, qu'il a traversés en auto-stop (si, si) lorsqu'il était jeune. De leur côté, les maires de France évoquent *«leur tristesse et leur indignation. Il y a dans la vie des choses sacrées qui nous dépassent tous. Y toucher est un crime contre la morale et l'esprit.»* On veut bien rigoler, mais tout de même…

D.C.

VÉHICULES UTILITAIRES SPORTS

MONSTRES ÉNERGIVORES

«Excursion», «Explorer», «Yukon», les fabricants de véhicules utilitaires sports (SUV) vendent des rêves d'aventures et d'escapades dans des régions aussi sauvages qu'inexplorées. Perchés au sommet d'une montagne, ces gros bolides évoquent la puissance et la sécurité. Pourtant, extrêmement énergivores, ils nuisent à l'environnement, en plus de ne pas être aussi sûrs qu'on le prétend...

Nancy BEAULIEU

En passant de 21 700 tonnes en 1990 à 34 700 tonnes en 1999, les émissions de gaz à effet de serre (GES) émises dans l'atmosphère par les SUV ont augmenté de près de 60%. Un phénomène pouvant s'expliquer par le fait qu'il n'y a, au Canada, aucune loi limitant la quantité de GES que les véhicules peuvent produire. Chef du programme de l'Efficacité énergétique au ministère des Ressources naturelles, Peter Reilly-Roe a déclaré qu'il existait *«une entente entre le gouvernement canadien et l'industrie automobile en ce qui a trait aux émissions de GES, mais qu'elle n'était appliquée que sur une base volontaire»*. Donc, cette entente, appelée Vehicule Fuel Economy Information System (VFEIS), propose des standards de consommation d'essence (11,4 litres/100km pour les camions et 8,6 litres/100km pour les voitures), que les compagnies peuvent ou non respecter.

«À l'instar de l'État de la Californie, il faudrait légiférer pour exiger des manufacturiers qu'ils fabriquent un certain pourcentage de véhicules à émission zéro.»

Pour Sidney Ribaux, directeur du Conseil régional en environnement de Montréal, *«cette entente est inutile puisque depuis son entrée en vigueur il y a près de vingt ans, la consommation d'essence moyenne du parc automobile du Canada est demeurée autour de 10 litres aux 100 km». «Ça n'a pas bougé du tout!»*ajoute-il. Cosignataire avec Greenpeace et Transport 2000 d'un mémoire sur les transports déposé à la Commission parlementaire sur la mise en œuvre du protocole de Kyoto, il estime que les gouvernements devraient légiférer sur l'efficacité énergétique des véhicules, afin d'abaisser les normes à des niveaux qui permettraient d'éliminer les SUV.

INITIATIVES AUDACIEUSES DE LA PART DE QUÉBEC

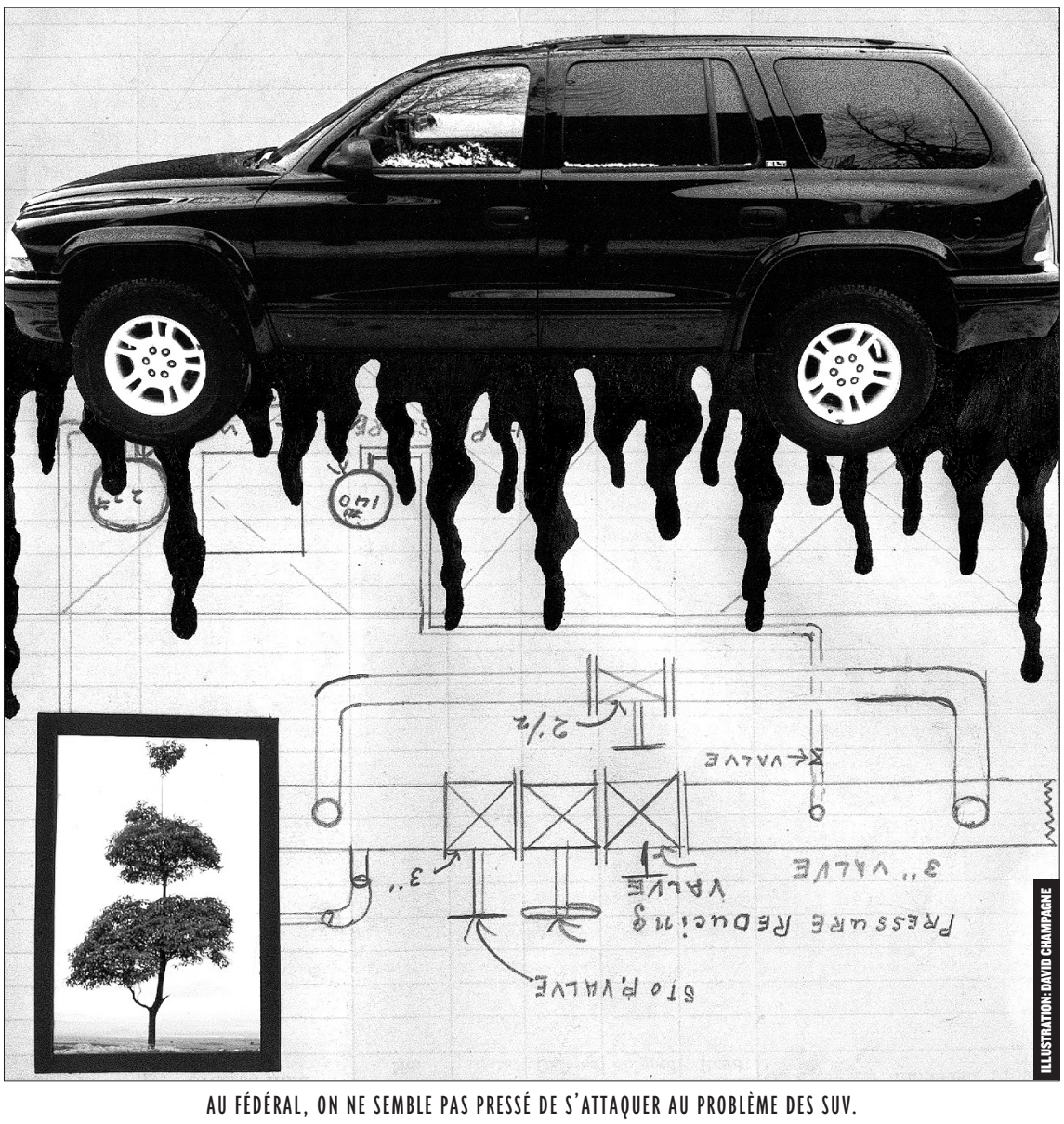
Bien que 78% des Canadiens aient été d'accord avec la ratification du protocole de Kyoto par le Canada, le fédéral ne semble pas pressé d'agir. Questionné sur les négociations portant sur la mise en œuvre du protocole, M. Reilly-Roe a déclaré que le gouvernement fédéral travaillait à l'élaboration d'une nouvelle entente volontaire avec l'industrie de l'automobile afin d'augmenter l'efficacité énergétique des moteurs de 25%, mais qu'aucune mesure législative n'était prévue, ajoutant qu'il *«avait très peu d'attentes quant à l'amélioration de l'efficacité énergétique des SUV»*.

Les statistiques incriminent pourtant les SUV. Devançant le fédéral, le ministre de l'Environnement du Québec, André Boisclair, propose, dans son plan d'action sur la réduction des émissions des GES, des mesures audacieuses. Afin de favoriser l'achat de véhicules moins gourmands, il suggère que des redevances de milliers de dollars soient versées à l'achat de voitures qui consomment plus de neuf litres par 100 km, et qu'en revanche, des remises soient faites pour les acheteurs de véhicules plus efficaces.

S'il appuie cette initiative, le porte-parole de Greenpeace au Canada, Steven Guilbault, croit qu'il faudrait davantage resserrer les normes d'émissions de GES. *«À l'instar de l'État de la Californie, il faudrait légiférer pour exiger des manufacturiers qu'ils fabriquent un certain pourcentage de véhicules à émission zéro.»* De même, Pierre-Alain Cotenoir, de l'organisme Transport 2000, croit qu'une partie de l'argent des remises proposées par M.Boisclair devrait aussi servir à financer le transport en commun. *«Si elles n'étaient accordées qu'aux consommateurs, les remises promises à l'achat de petites voitures pourraient amener les individus qui n'avaient pas les moyens de se payer une voiture à délaisser le transport en commun, ce qui créerait probablement une augmentation du nombre de voiture et donc des émissions de GES.»*

PEU SÉCURITAIRES LES SUV

Bien qu'ils aient la réputation d'être robustes et sûrs, les SUV sont trois fois plus susceptibles qu'une automobile de capoter. Or, les capotages seraient l'une des principales causes de décès sur la route en Amérique du Nord. Selon la conclusion des études effectuées par le Centre de recherche sur le transport à l'Université de Montréal, s'ils offrent une plus grande protection lors de collision en raison de leur poids et de leur taille, les SUV seraient plus portés à capoter en raison de leur conception qui défie les lois de la physique. *«Un véhicule sport utilitaire, c'est avant tout un châssis de camion sur lequel on a greffé l'équipement d'une automobile»*, affirme Eric Abraham. Directeur du laboratoire de simulation de conduite à ce même Centre, Jacques Bergeron ajoute cependant que : *«les conducteurs de ce type de véhicule ont des caractéristiques psychologiques différentes de celles des autres conducteurs de voitures. Ce sont souvent des hommes âgés entre 25 et 35 ans, aventuriers et ayant un certain goût du risque, ce qui peut augmenter les statistiques quant aux accidents survenus avec les SUV»*. Est-ce à dire que les stratégies marketing de la «Jeep Liberty Sport» auraient également leur part de responsabilité dans l'occurrence d'accidents?



AU FÉDÉRAL, ON NE SEMBLE PAS PRESSÉ DE S'ATTAQUER AU PROBLÈME DES SUV.

Services de sécurité privés

LA SÉCURITÉ À TOUT PRIX

Un colloque portant sur la sécurité réunissait à Montréal, la semaine dernière, des experts du monde entier. Qu'on s'inquiète de la part qu'occupe la sécurité privée dans le maintien de l'ordre public ou qu'on l'approuve, elle est tout de même en pleine croissance. Au Canada, les pouvoirs qui lui sont conférés sont limités, mais on se questionne tout de même sur l'encadrement auquel on devrait la soumettre.

Hélène HARVEY

La présence de la sécurité privée dans les aéroports, centres commerciaux, complexes récréatifs et même dans les rues des centres-villes de certaines métropoles comme Ottawa et Toronto, prouve que les responsabilités des agents de sécurité privés ne se limitent plus qu'à assurer la sécurité de la propriété privée.

En quoi cela pourrait-il constituer un problème? Après tout, la sécurité s'en trouverait haussée, et ce, aux frais du secteur privé. Cependant, la majorité des agents de sécurité privés ne sont pas assujettis aux mêmes réglementations que les policiers, réglementations qui assurent un maintien de l'ordre propre à une société démocratique et qui garantissent les citoyens contre les traitements injustes de la part de la police.

En effet, tant et aussi longtemps que l'agent ne travaille pas pour le compte de l'État, ce qui constitue la majorité des cas, il n'est pas soumis aux normes de la *Charte canadienne des droits et libertés*. Cela s'explique par le fait que l'agent de sécurité privé est alors considéré comme un simple citoyen et que la Charte ne s'applique pas aux rapports entre citoyens. *«Elle ne s'applique qu'aux rapports entre l'État et le citoyen»,* explique maître Sylvain Dorais, avocat spécialisé en litiges civils.

Cela signifie, par exemple, que lors d'une arrestation, l'agent n'a pas à informer le suspect, dans les plus brefs délais, des motifs de son arrestation, de son droit à un avocat ainsi que de son droit au silence(article 10 de la Charte).

AGENTS OU CITOYENS?

Ne représentant pas l'État, de quel droit l'agent de sécurité privé peut-il procéder à des arrestations? Du même droit que détient tout citoyen, droit accordé par l'article 494 du *Code criminel canadien* [voir encadré]. Simples citoyens et agents privés ont donc les mêmes droits, la différence étant que les agents privés les appliquent.

S'il a des doutes, il n'est pas rare qu'un agent demande à effectuer une fouille. Son apparente autorité peut lui permettre d'obtenir l'obéissance du public et, en cas de consentement, la fouille n'est pas illégale. Par contre, maître Gilles Parizeau, spécialiste en droit criminel, soutient que *«l'agent de sécurité privé ne détient aucun pouvoir de fouille».*

Quant au recours à la force, maître Dorais explique que *«la loi permet d'user de la force nécessaire».* D'ailleurs, les armes ne sont permises que dans quelques cas. Ainsi, les règlements provinciaux accordent le port d'armes à feu aux agents privés que s'ils protègent des métaux précieux, des biens ou des espèces. Le port de la matraque est quant à lui autorisé dans certains lieux, par exemple, dans le métro de Montréal.

IMPUNITÉ DISCUTÉE

Les débats face à cette montée de la sécurité privée sont nombreux. Le fait que la majorité des agents soient considérés comme simples citoyens est notamment problématique. Après tout, bien qu'ils n'aient pas autant de pouvoirs que les policiers, la base de leur travail reste la même: assurer la sécurité. On se questionne donc sur la distinction réglementaire entre le public et le privé. Est-ce que, en raison de sa nature «privée», la sécurité privée peut continuer d'échapper aux responsabilités reliées à la Charte?

Ce qui ne fait pas de doute, c'est que la sécurité publique est en voie de transformation. Il faudra suivre les développements en la matière au Royaume-Uni, l'adjoint au commissaire du Metropolitan Police Service, Ian Blair, ayant proposé une forme de réglementation qui placerait la police privée sous la surveillance de la police publique.

PHOTO : DOMINIC GAUTHIER

LE FLOU JURIDIQUE ENTOURANT LES SERVICES DE SÉCURITÉ PRIVÉS DEVRAIT ÊTRE ÉCLAIRCI.

ARTICLE 494

(1) Toute personne peut arrêter sans mandat: un individu qu'elle trouve en train de commettre un acte criminel ou un individu qui, d'après ce qu'elle croit pour des motifs raisonnables, a commis une infraction criminelle et est en train de fuir des personnes légalement autorisées à l'arrêter et est immédiatement poursuivie par ces personnes.

(2) Quiconque est, selon le cas: le propriétaire ou une personne en possession légitime d'un bien, une personne autorisée par le propriétaire ou par une personne en possession légitime d'un bien, peut arrêter sans mandat une personne qu'il trouve en train de commettre une infraction criminelle sur ou concernant ce bien.

(3) Quiconque, n'étant pas un agent de la paix, arrête une personne sans mandat doit aussitôt la livrer à un agent de la paix.

JOSH FREUND, MEMBRE DE L'ÉQUIPE, EN COURSE DANS LA SÉRIE C.A.R.T.

LE RÉFORMATEUR

Le Québécois Pierre Ducasse a été la véritable révélation de la course à la chefferie du NPD qui s'est terminée le mois dernier. Président-associé du NPD et nouvellement critique associé aux affaires intergouvernementales, Pierre Ducasse veut relancer le NPD au Québec. Entretien avec un leader de la nouvelle gauche.

Propos recueillis par Frédéric LEGENDRE

***Quartier Libre* : Après votre discours de samedi lors du congrès à Toronto, vous êtes instantanément devenu une nouvelle coqueluche de la politique canadienne. Vous attendiez-vous à un tel engouement?**

Pierre Ducasse: Je me doutais qu'après le congrès je serais sollicité pour quelques entrevues, quatre ou cinq. Mais dans les deux semaines suivant le congrès, ç'a été 25 entrevues. Le site Internet que l'on a mis sur pied a reçu plus de messages en une semaine que durant toute la campagne: 300 messages de félicitations ou de gens qui voulaient se joindre au Parti. Mais en même temps, je suis très conscient qu'un discours de 30 minutes, c'est facile à faire. Le vrai travail commence après: bâtir les associations de comté et continuer dans la lancée avec l'élection de Jack [Layton] comme chef. Je pense que ces deux facteurs, l'élection de Jack et ma présence au congrès, ont eu l'impact que l'on voit aujourd'hui. D'habitude, nos rencontres réunissent vingt à trente personnes; il y en avait plus de 100 aujourd'hui.

***Q.L.*: Vous répétiez durant votre campagne : *«Pour avoir les résultats que vous n'avez jamais eus, vous devez faire ce que vous n'avez jamais fait»*. Qu'est-ce que le NPD n'a jamais fait pour se rendre là où il veut aller, c'est-à-dire au pouvoir ?**

P.D.: Un certain nombre de choses, et c'était les thèmes de ma campagne. Premièrement, pour se rendre au pouvoir, il faut le vouloir. Il y a encore beaucoup de membres du Parti qui voudraient que l'on soit une bonne opposition. C'est la première chose à la base: avoir cette volonté, cet objectif de former un jour le gouvernement. Un autre thème était l'ouverture au Québec. Les gens disent que le NPD n'a jamais eu de succès au Québec, ce n'est pas vrai. Dans le temps de [Ed] Broadbent, on avait 9 000 membres au Québec et on est arrivé deuxième à l'élection de 1988, et proche dans un très grand nombre de comtés. Un autre thème était le renouvellement autour du langage économique. Le discours du NPD dans les dernières années était essentiellement de protéger l'héritage de l'État providence. Je pense qu'il fallait le dire mais, à un moment donné, il faut aller au-delà de ça en proposant une nouvelle vision de l'économie qui ne repose ni complètement sur le marché privé ni complètement sur un État centralisateur. Il faut penser à des alternatives économiques qui sont communautaires, qui sont de propriété collective, mais sans être étatiques: des fonds syndicaux, des fonds coopératifs d'investissement local, etc. Quand je disais faire ce que l'on n'a jamais fait, c'est faire ce genre de chose-là.

Q.L.: En même temps que vous avez voulu faire une certaine rupture avec la vieille idéologie du NPD, vous avez dit que pour améliorer le pouvoir des travailleurs, vous alliez encourager la syndicalisation. Est-ce que cette idée ne fait pas justement partie de la vieille aile du parti?

P.D.: Quand je dis favoriser la syndicalisation, dans le même souffle, je parle aussi du renouvellement du syndicalisme. Déjà au Québec, il y a eu une certaine transition, en ce sens où, oui, le syndicalisme doit être un syndicalisme de revendication, mais il doit aussi être un syndicalisme de proposition et de participation. Par exemple, avoir une plus grande participation des travailleurs au sein de l'entreprise ou avoir des programmes de cogestion où les travailleurs ne sont pas seulement en réaction face aux employeurs, mais où ils ont du pouvoir dans l'entreprise, dans des comités consultatifs ou sur le C.A. des entreprises. Il y a cette volonté que le syndicat ne soit pas seulement en mode de revendication mais en mode de proposition, d'action et même qu'il se fasse reconnaître comme un acteur économique – par exemple le Fonds de solidarité des travailleurs de la FTQ, le Fonds d'actions CSN. Donc, oui syndicalisation mais renouvellement du syndicalisme en même temps.

C'est faire de l'économie, faire de l'économie autrement.

Q.L.: Vous parlez dans votre programme d'un bilan social des entreprises que l'on exigerait des compagnies. D'une part, qu'entend-on exactement par bilan social et, d'autre part, ne serait-ce pas une autre contrainte qui nuirait au commerce?

P.D.: Le principe est que les entreprises ne sont pas seulement des acteurs économiques. Elles sont aussi des acteurs politiques de par l'incroyable pouvoir qu'elles exercent dans la société. Ça veut dire qu'elles ont des responsabilités, et pas seulement face à leurs actionnaires. Un bilan social pourrait inclure des indicateurs au niveau de certains facteurs. Par exemple, les conditions de travail, l'emploi, le nombre d'emplois créés pour un investissement donné, les investissements dans la communauté, la protection de l'environnement, le respect des droits humains, la transparence de l'entreprise. Donc, développer une série d'indicateurs comme ça. Tout à coup on aurait des indicateurs qui facilitent la prise de décisions. Dans une première étape, ce bilan social pourrait servir au gouvernement, dans la prise de décisions. Le gouvernement pourrait exiger dans l'attribution des contrats que les contracteurs aient une cote correcte. Ainsi, on crée un incitatif pour que les entreprises aient moins d'écarts salariaux à l'intérieur de l'entreprise, respectent l'environnement, etc. Dans un premier mandat néo-démocrate, ces indicateurs-là seraient seulement des mesures incitatives et il y aurait une série de projets-pilotes. Dans un deuxième temps, il y aurait des mesures plus coercitives.

Q.L.: On vous entend parler de ratios, de l'idée qu'il faut réduire la dette des individus et du gouvernement. Le NPD est-il en train de réinvestir le champ économique?

P.D.: Ça c'était un des objectifs très importants de ma campagne: que l'on se réapproprie un discours économique, et dire que l'on peut faire de l'économie différemment. Quand on entend les partis de droite parler d'économie, ils disent *«il faut couper les impôts des entreprises pour qu'elles investissent, pour avoir l'investissement étranger, etc.»*. Ce qu'ils nous disent est que l'économie, c'est l'économie capitaliste. On veut favoriser l'investissement, c'est clair, mais quel investissement? À la place de se mettre à genoux pour courtiser les investisseurs étrangers, pourquoi n'a-t-on pas de mécanismes pour mieux mobiliser l'épargne et l'investissement qui existent déjà? C'est faire de l'économie, faire de l'économie différemment. Tout ça est dans nos politiques, mais ça n'a pas pénétré le discours politique. Il ne faut pas seulement l'avoir sur papier, il faut porter ce discours-là.

PHOTO: DOMINIC GAUTHIER

Q.L.: On entend le NPD parler d'un fédéralisme asymétrique, mais on ne semble pas s'entendre sur la définition que l'on doit donner à ça. Quelle place est-ce que le NPD réserve au Québec?

P.D.: Il y a un accord de principe sur le fédéralisme asymétrique. Ça veut dire que l'on reconnaît que le Québec n'est pas une province comme les autres et que le Québec, à l'intérieur du Canada, a besoin d'une marge de manœuvre dont les autres provinces n'ont pas nécessairement besoin. Un des premiers principes est le droit de retrait avec compensation. Quand le fédéral investit dans des domaines de juridiction provinciale ou dans des domaines de juridiction partagée, il faut qu'il y ait dans l'offre une possibilité pour le gouvernement du Québec de se retirer du programme fédéral avec pleine compensation, en autant qu'il mette sur pied un programme qui poursuive à peu près les mêmes objectifs.

Q.L.: C'est un droit que l'on accorderait uniquement au Québec?

P.D.: Oui. Dans mon programme, dans les champs de juridiction provinciale, il y aurait un droit de retrait complet pour le Québec. Il pourrait y avoir un droit de retrait partiel pour les autres provinces – partiel voulant dire que les provinces ont le droit de se retirer du programme fédéral, mais qu'elles doivent respecter les objectifs généraux et spécifiques du fédéral. Ce n'est donc pas aussi fort que le droit de retrait pour le Québec. Autrement dit, il y a une certaine asymétrie qui est reconnue, qui existe déjà, mais elle serait plus grande pour le Québec parce que le Québec est le cœur de la culture francophone en Amérique du Nord. On a nos propres institutions que d'autres provinces n'ont pas, on a des politiques que certaines autres provinces n'ont pas et quand le fédéral intervient, il faut qu'il respecte ce que l'on a déjà au Québec.

Q.L.: Vous verra-t-on encore aux prochaines élections dans Manicouagan?

P.D.: On n'a rien annoncé, mais on est en réflexion. Je vais parler aux gens du comté. Il n'est pas question pour moi de me présenter s'il n'y a pas une volonté des gens de m'appuyer. Je n'ai pas décidé encore si je me présentais, mais j'ai toujours dit que si je me présente, ce ne sera nulle part ailleurs que chez moi, à Sept-Îles.

Q.L.: Après tout cet engouement, vous pourriez ne pas vous présenter?

P.D.: La politique c'est imprévisible, on est en réflexion.

POUR PLACER UNE PUBLICITÉ DANS LE QUARTIER LIBRE
REJOIGNEZ ACCÈS MÉDIA AU (514) 524-1182

TOUJOURS 2 POUR 1
LIVRAISON GRATUITE
SPÉCIAUX POUR ETUDIANTS
10% SUR $ 50 ET PLUS
double pizza®
343-0-343
5002 Queen Mary

Vente de Siège!

Billets aller-retour valide un an!

Réserver avant le 28 février, 2003

Londres À partir de: $473
Paris À partir de: $599
Rome À partir de: $599
Amsterdam À partir de: $603

WWW.VOYAGESCAMPUS.COM
VOYAGES CAMPUS
S'évader pour vrai!

Université de Montréal
5150, Avenue Decelles
514-735-8794

* Le prix n'inclut pas la surcharges, les taxes et les frais de services.

ECOLE DES MAÎTRES

Cours de formations barman(aid) et serveur.
Rabais étudiant,
programme de placement.
(514) 849-2828,
www.ecoledesmaitres.com

DE LA CONCEPTION À L'IMPRESSION
ZIRVAL DESIGN
IMPRIMERIE ET INFOGRAPHIE
514-525-3781

La boutique PC sur le campus

Un Portable Pour LES ÉTUDIANTS UNIVERSITAIRES

Une offre exclusive de HP et Micro 2200 pour les étudiants de l'université

• Prix et taux préférentiels exclusifs • Plan de financement unique pour les étudiants
• Boutique et service après-vente sur le campus • Pour les étudiants à temps complet ou temps partiel
Consultez le www.micro2200.ca

Portable de la série professionnelle de HP — **1399$**
• Intel Celeron 1.2 GHz • 14.1" XGA TFT • SDRAM 128 Mo • 20 Go
• Graveur CD-RW 24 X 8X 4X • Lecteur 1.44 Mo • Modem 56K et carte réseau 10 /100
• Mémoire vidéo 32 Mo • Imprimante HP 3420 incluse
À partir de: **47$** par mois sur 36 mois†
0$ à l'achat, 0$ résiduel

Portable de la série professionnelle de HP — **1899$**
• AMD XP 1800+ • 15" XGA TFT • SDRAM 256 Mo • 40 Go
• Combo DVD/ CD-RW • Lecteur 1.44 Mo • Modem 56K et carte réseau 10 /100
• Windows XP Pro français
59$ par mois sur 36 mois†
0$ à l'achat, 0$ résiduel

Portable de la série professionnelle de HP — **2399$**
• Intel P4 2.4 GHz • 15" XGA TFT • SDRAM 256 Mo • 40 Go • Combo DVD/ CD-RW
• Port Firewire • Lecteur 1.44 Mo • Modem 56K et carte réseau 10 /100
• Carte vidéo ATI Radeon IGP 340 32 Mo • Windows XP Pro français
74$ par mois sur 36 mois†
0$ à l'achat, 0$ résiduel

TOUCH
Depuis 20 ans!

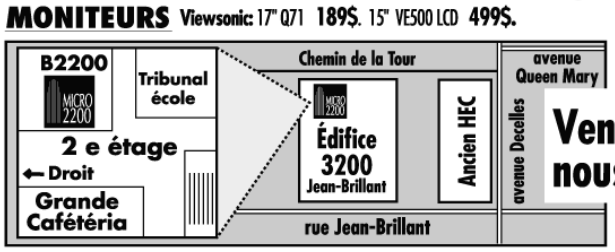
• **Intel P4 2.0GHz 533Mhz**
• ATX Mid-Tower 300W PS
• **512MB PC2100 DDR SDRAM**
• Disque Dur 80 Go 7200rpm
• **Video GF4 MX440 64MB DDR w/TV-OUT**
• **Graveur 52X24X52 CD-RW**
• **Lecteur DVD 16X**
• Interface réseau 10/100
• Modem 56K V.92
• Clavier Internet Bilingue cnd/Fr
• Souris Optique Microsoft PS/2
• Haut parleur JAZZ
• **Imprimante HP DJ 3420**
• **Microsoft Windows XP Home français**
• **Garantie 3 ans pièces et MO en atelier**
Option: • Intel P4 3,06Ghz= **+895$**
1299$ 285694
**41$** par mois sur 36 mois †-0$ à l'achat, 0$ résiduel

• **AMD ATHLON XP 2200+**
• ATX Mid-Tower 300W PS
• **256MB PC2100 DDR SDRAM**
• Disque Dur 40GB/7200rpm
• Vidéo Onboard GeForce 2 GPU
• **Graveur 52X24X52 CD-RW**
• **Lecteur DVD 16X**
• Interface réseau 10/100
• Modem 56K V.92
• Clavier Internet Bilingue cnd/Fr
• Souris Optique PS/2
• Haut parleur JAZZ
• **Imprimante HP DJ 3420**
• **Garantie 3 ans pièces et MO en atelier**
849$ 285695

• Micro-Tower
• ASUS Terminator
• **AMD ATHLON XP 1800+**
• 128MB DDR PC2100
• Disque Dur 40GB/5400rpm
• CD-ROM ASUS 50x, Lecteur 1.44
• Modem 56K
• Vidéo Onboard S3 Savage4 2D/3D
• Interface réseau 10/100
• Clavier Internet Bilingue cnd/Fr
• Souris Optique PS/2
• Haut parleur JAZZ
• **Imprimante HP DJ 3420**
• Garantie 1 an pièces
Option: • Graveur 52X24X52 CD-RW = **+85$**
599$ 285700

OFFICE XP 89$

MONITEURS Viewsonic: 17" Q71 **189$**. 15" VE500 LCD **499$**.



Venez nous voir!

MICRO 2200 INFORMATIQUE
3200, rue Jean-Brillant
Local B-2200
tél.: 514.343-2313
http://www.micro2200.ca

FINANCEMENT accord D Desjardins

Prêts étudiants acceptés

hp invent
COMPAQ offert par HP

* Après rabais, détails en magasin. † Taxes en sus, les prix et les configurations peuvent changer sans préavis, quantités limitées.

Université du Québec en Outaouais
auparavant l'Université du Québec à Hull

L'UNIVERSITÉ, ÇA CHANGE TOUT LE MONDE !

Venez étudier en français dans la région de la capitale canadienne !
Les **maîtrises** et autres **programmes de cycles supérieurs** de l'Université du Québec en Outaouais vous permettront de compléter votre formation à temps complet ou partiel.

EXACTEMENT CE QU'IL VOUS FAUT !

INSCRIVEZ-VOUS MAINTENANT !

- Développement régional
- Éducation
- Gestion de projet
- Informatique
- Localisation
- Psychoéducation
- Relations industrielles et ressources humaines
- Sciences comptables
- Sciences infirmières
- Services financiers
- Travail social

CLIQUEZ SUR « FUTURS ÉTUDIANTS »
www.uqo.ca

BUREAU DU REGISTRAIRE
Pavillon Lucien-Brault
(819) 773-1850
1 800 567-1283, poste 1850

TEXTILE

MONDIALISATION À LA MODE

La mode est un secteur commercial où la production étrangère et les créateurs doivent interagir très rapidement pour renouveler les styles. Montréal, qui regroupe la majorité des entreprises de création de vêtements du Canada, doit s'adapter aux conséquences du commerce international et à ses particularités culturelles.

Christian CHALOUX et Sébastien MALO

Si au sein des mouvements altermondistes, on craint souvent que la globalisation de l'économie n'atténue les particularités culturelles, il existe des cas où, bien au contraire, l'industrie doit s'adapter. Derrière les étiquettes «made in China» qui ornent nos t-shirts et autres vêtements griffés, une main-d'œuvre étrangère célèbre annuellement une coutume festive: le «Chun Jie», ou Nouvel An chinois. Pour l'ouvrier chinois, Chun Jie se traduit aussi… par plusieurs journées de congé.

Les Chinois se sont adaptés en réduisant leurs congés reliés au Nouvel An chinois depuis trois ans.

Les industriels québécois du textile qui s'approvisionnent en Chine doivent s'ajuster aux ondes de choc planétaires quand le géant industriel fait une telle pause. En effet, le 1er février 2003, le congé national du Nouvel An chinois a une fois de plus interrompu la production des usines du pays pour quelques jours. C'est donc dire que la totalité des usines qui ferment leurs portes ne font plus affaire pendant sept jours dans la plupart des cas, et jusqu'à trois semaines dans l'industrie du textile.

Dans de telles circonstances, il faut se demander qui fait des pressions sur la Chine pour qu'elle s'ajuste à la nouvelle donne de l'économie mondiale.

Certains croient que la Chine n'est en fait qu'une boîte de production industrielle sans aucune restriction ni normes de travail pour l'ouvrier chinois. Mais la réalité est tout autre pour la multitude de producteurs de l'industrie du textile québécois qui font fabriquer leurs collections de vêtements dans l'Empire du Milieu. Ceux-ci sont nombreux: le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international du Canada présente la Chine comme son troisième partenaire commercial en matière d'importation. Ces industriels doivent ajuster leur production pour la saison suivante en fonction de l'horaire des fêtes chinoises. Amron David, propriétaire de Puli-Design, explique *«qu'avant, les ouvriers chinois avaient un mois de congé, quoique depuis trois ou quatre ans, ils en prennent un peu moins. Mais on ne leur demande rien du tout, ce sont leurs lois à eux, et ils s'adaptent [à nous]. Ici, on doit prévoir nos livraisons, car ils ferment les usines le 20 janvier et ne reprennent le boulot que vers le 15 février.»* On pourrait croire que cette baisse résulte de pressions provenant de l'étranger, mais il n'en est rien. *«Les Chinois se sont adaptés en réduisant leurs congés reliés au "Chinese New Year" depuis trois ans pour pouvoir répondre à la demande internationale de production, et c'est l'ensemble [de l'industrie mondiale du textile] qui doit vivre avec ces contraintes »*, explique M.Subbash, propriétaire de Trio Sélection qui produit notamment les marques Ocean Pacific (pour le Canada) et Groggy. À l'ambassade de Chine, Harry Zhu, délégué commercial, explique qu'il ne croit pas que *«les congés s'éternisent sur une aussi longue période, mais que les fêtes du Nouvel An chinois ne duraient que trois jours avant, et que maintenant, c'est de l'ordre de cinq jours, plus la fin de semaine, donc, sept jours. » Selon lui,* ce sont *«les compagnies elles-mêmes qui choisissent d'offrir ces congés.»* Dans de telles circonstances, il faut se demander qui fait des pressions sur la Chine pour qu'elle s'ajuste à la nouvelle donne de l'économie mondiale.

Tout litige de transaction est néanmoins toujours *«réglé par des clauses contractuelles écrites à ce sujet»*, assure André Lemay, porte-parole du ministère canadien du Commerce international. Au quotidien, ce curieux tandem entre culture et économie se traduit cependant parfois par des courriels pour MODF import export par exemple, dans lequel un directeur des ventes précise que *«la Chine sera en congé du 30 janvier 2003 au 8 février 2003 à cause du Nouvel An chinois (Festival du printemps). Prière de passer les commandes avant le 23 janvier si vous allez promouvoir vos marchés au début de février.»* Le tout titré *«Avis important»*, il va sans dire.

Découvrez de nouvelles saveurs typiques
Taquería Sol y Luna
Cuisine mexicaine authentique
Grande variété de tacos et d'autres spécialités mexicaines
Menus du midi de 5 $ à 7 $ du lundi au vendredi
-10% pour les étudiants du lundi au mercredi soir
(Sur présentation de la carte, à partir de 17 h)
5701, ch. Côte-des-Neige (coin Côte-Ste Catherine)
Tél.: (514) 739 1616
Côte-des-Neiges ou Côte-Ste-Catherine

Moins de soleil, plus brillant.
Poursuivez votre projet d'études cet été.
600 cours offerts par ces facultés
Aménagement
Arts et sciences
Droit
Éducation permanente
Études supérieures
Médecine
Médecine dentaire
Médecine vétérinaire
Musique
Pharmacie
Sciences de l'éducation
Sciences infirmières
Théologie
École d'optométrie
Mai à août 2003
• CAMPUS
• CAMPUS RÉGIONAUX
• À DISTANCE
Université d'été
Renseignements
514•343•6090
1 800 363•8876
www.universitedete.umontreal.ca
Université de Montréal

Chypre

LA RÉUNIFICATION EN PRIME D'ADHÉSION

Les Chypriotes turcs sont aujourd'hui prêts pour la réunification de Chypre, divisée depuis 1974. Mais leur volonté se heurte à celle de leur président et de quelques irréductibles qui s'opposent au plan d'entente proposé par l'ONU. Si l'accord devait échouer, seuls les Chypriotes grecs prendraient le train de l'élargissement de l'Union européenne.

Marc ALLARD

« *Des dinosaures tentent de diriger le pays, le plan de l'ONU est le meilleur proposé jusqu'à présent*», «*la division entre communautés turques et grecques appartient au passé*», scandaient les contestataires présents à la plus grande manifestation jamais organisée depuis l'invasion de la partie nord de l'île par la Turquie (1974). Sur une population de 200 000 personnes, près du quart de la minorité turque s'était rassemblée dans la capitale de l'île, Nicosie, pour crier leur mécontentement au président chypriote turc, Rauf Denktasch.

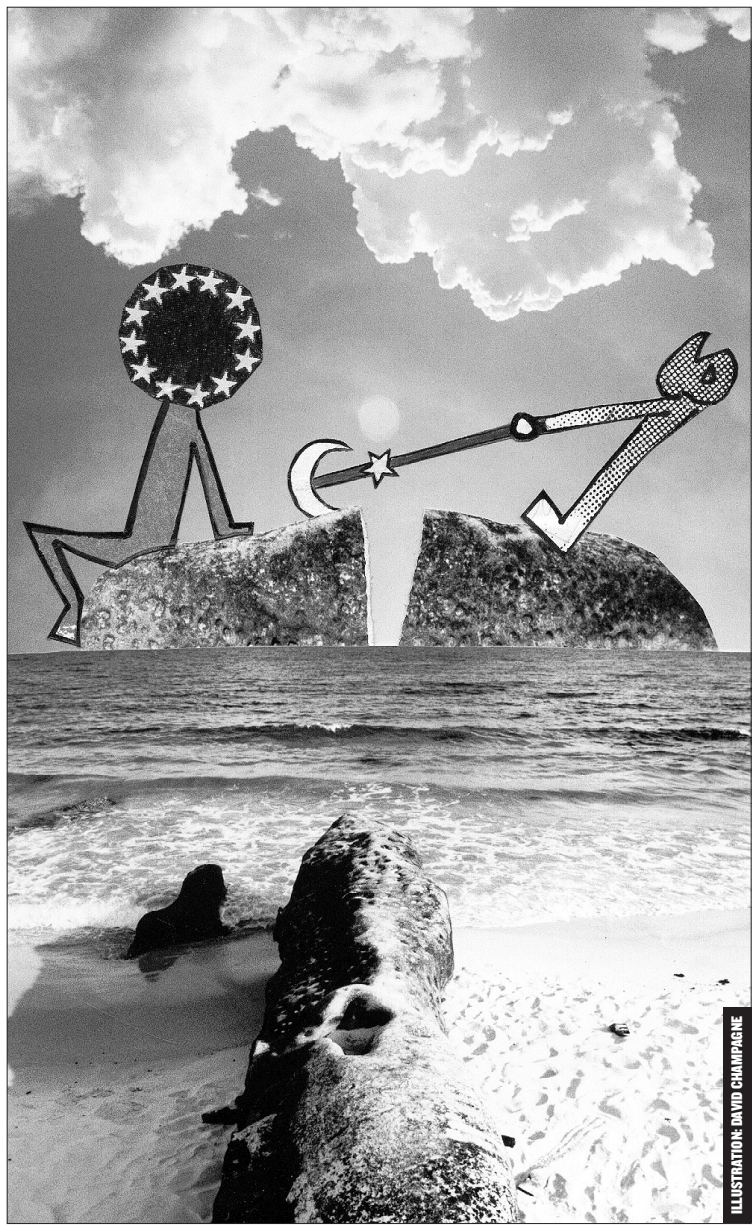
C'est que, depuis le sommet européen de Copenhague, une prime considérable s'est ajoutée à la réunification. La partie grecque (sud), seule à être reconnue par la communauté internationale, fait partie des dix futurs membres de l'Union européenne. Alors que la partie turque (nord), reconnue uniquement par Ankara, est exclue du processus d'élargissement… à moins que l'île ne soit réunifiée.

UN FOSSÉ

Il y a maintenant 29 ans que l'île est divisée et que l'armée turque poste – encore aujourd'hui – environ 35 000 soldats à la frontière; il y a maintenant 20 ans que la République turque de Chypre-Nord (RTCN), proclamée en 1983, est soumise à un embargo international… et que le fossé économique se creuse entre le Nord et le Sud.

Alors que le PNB par habitant de la partie grecque de Chypre est de 15 000 euros, celui de la partie turque n'est que de 4 000 euros. La Turquie, seul créditeur de la RTCN, peine à soutenir sa propre économie. En novembre dernier, le FMI lui accordait un crédit de 14,3 milliards. S'ils intégraient l'UE, les Chypriotes turcs «*auraient alors un niveau de vie égal à celui de leurs compatriotes grecs, ce qui n'est pas le cas actuellement*», déclarait Michalis Papapetrou, porte-parole officiel du gouvernement chypriote grec.

Pourtant, le président Denktasch continue de faire la sourde oreille aux revendications populaires. Le plan de l'ONU contiendrait selon lui plusieurs «points défavorables» aux Chypriotes turcs. Pour lui et quelques nationalistes purs et durs, surtout des colons anatoliens envoyés par la Turquie, la RTCN doit être reconnue comme un «*État à part entière*». Nationalisme excessif ? Au printemps 2001, dans une entrevue accordée au quotidien belge *le Soir,* il déclarait : «*On nous a dit de ne pas rater le train européen. Mais c'est un train grec et nous refusons de le prendre !*».



C'EST LE MOMENT POUR LES CHYPRIOTES TURCS DE SORTIR DE L'ISOLEMENT.

AU PIED DU MUR…

Sommé d'accepter le plan onusien par la majorité des Chypriotes turcs (59%) et même taxé «d'intransigeance» par le nouveau premier ministre de la Turquie, Abdullah Gull, le résistant de 78 ans est au pied du mur. Seuls les colons anatoliens envoyés depuis plus de vingt ans par la Turquie appuient leur président. L'Union européenne qui ne voudrait pas intégrer un État en conflit avec son voisin, a donné sa bénédiction au plan de réunification proposé par l'ONU. Les négociations sont en cours à l'ancien aéroport international de Nicosie. Le nouveau président grec, Tassos Papédopoulos, s'est «*déclaré prêt à en venir à une entente*», même si 51% des Chypriotes grecs sont en faveur du plan onusien.

En outre, une plus grande proportion des Chypriotes turcs appuie le plan de leurs voisins grecs. Mais il semble que Rauf Denktasch, lui, n'ait pas mis de côté ses vieilles rancunes et qu'il ne soit pas près de fléchir. Rusé, il sous-entendait être au seuil d'une entente avec l'ex-président chypriote grec, Glafcos Cléridès. Mais sachant Papédopoulos un peu moins conciliant au sujet de la réunification, il déclarait, le 18 février dernier, qu'il était «*désolé*» du choix des chypriotes grecs pour une «*non-solution*» à travers l'élection du nouveau président.

FOSSILISÉ OU FORMALITÉ ?

Pour les Chypriotes turcs, l'avenir se joue cette semaine. Kofi Annan se rendra le 26 février à Nicosie, soit deux jours avant la fin des négociations. C'est le moment ou jamais de sortir de l'isolement.

Paradoxalement, c'est l'occasion pour une population turque de faire partie de l'Union européenne avant la mère-patrie, qui a vu sa candidature reportée en 2005.

Paradoxalement, c'est l'occasion pour une population turque de faire partie de l'Union européenne avant la mère-patrie, qui a vu sa candidature reportée en 2005. Mais si, face à ses opposants, le «dinosaure» résiste et que l'impasse perdure, la question chypriote risque de se fossiliser pour quelques années. Le cas échéant, les Chypriotes «unis» iront voter leur adhésion à l'UE, lors d'un référendum prévu le 16 avril 2004. Un scrutin qui ne sera que formalité…

nouvelle musique d'hiver
MNM Montréal Nouvelles Musiques
Dans le cadre du festival
Montréal/Nouvelles Musiques
Productions SuperMusique présente
JOANE HÉTU
ET L'ENSEMBLE SUPERMUSIQUE AVEC 7 MUSICIENS

Jeudi 6 mars 2003 • 21h30
Musée d'art contemporain de Montréal
Salle Beverly Webster Rolph
185, rue Sainte-Catherine Ouest ~ Métro Place des Arts
Billets réguliers: 18 $ • Billets étudiants, artistes et aînés: 12 $
Billetterie du Musée : 514-847-6226
Réseau Admission : 514-790-1245 • 1-800-361-4595
Informations : 514-521-7636 • www.supermusique.qc.ca

Les écoles-trottoirs de Dakar

LA RUE PREND LE RELAIS

Face à la pauvreté grandissante et à l'incapacité de l'État sénégalais à satisfaire les demandes en matière d'éducation, des écoles-trottoirs prennent le relais. Reportage dans les rues de Dakar.

Adel ARAB – Syfia International

Non loin de la grande mosquée, la rue Tolbiac est l'une des plus animées de Dakar. Sur la façade d'un modeste local, situé au beau milieu de cette rue, on peut lire: *«L'école de la rue au service des enfants»*. À l'intérieur, de petits bancs, un comptoir et des étagères où sont rangés de vieux livres et quelques boîtes de craies. Amadou Yacan Mbaye, un notable du quartier, occupe ce local appartenant à un ami. Depuis 12 ans, il en a fait une salle de classe.

Avant d'ouvrir son «école», Yacan Mbaye était marin. Ses longs voyages à travers mers et océans lui ont fait comprendre que l'enfant ne peut aller loin dans la vie sans éducation. *«L'analphabétisme gagne de plus en plus de terrain* [Ndlr : le taux de scolarisation au Sénégal est de 71,6 %], *l'État ne peut plus satisfaire toutes les demandes en matière d'éducation et les enfants ont vraiment envie d'apprendre. Voilà ce qui m'a poussé à prendre cette responsabilité»*, confie-t-il. Quatre tableaux noirs sont adossés au mur du garage mitoyen, en plein air. Sur l'un d'eux, leçons de calcul et exercices de la veille sont écrits en français puis transcrits en arabe pour les élèves qui ont appris à lire à l'école coranique.

La rue Tolbiac déborde d'activités non formelles pendant le jour. Mais quand tombe la nuit, les habitants, des familles pauvres la plupart, retrouvent la sérénité. Des dizaines de femmes et d'hommes profitent alors de ces instants de répit pour aller à l'école de la rue. La plupart sont de jeunes employées de maison. Il y a aussi les victimes de l'exode rural: marchands ambulants, apprentis mécaniciens, etc. Yacan Mbaye leur apprend surtout le français. Une langue dont bon nombre d'enseignants constatent la baisse du niveau au Sénégal (en raison de l'insuffisance des heures de cours et de la piètre qualité de l'enseignement), comme dans beaucoup d'autres pays francophones.

COUP DE POUCE

L'école de Yacan Mbaye est libre. La majorité des «apprenants» est inscrite toute l'année, moyennant une rémunération de 1000 Fcfa (1,50 euro) par mois chacun. D'autres sont des saisonniers qui retournent au village dès le début de l'hivernage, en juin. Ayant appris à lire et à écrire le français, beaucoup de ces élèves trouvent un emploi de domestique chez des expatriés européens, là où les conditions de travail sont nettement meilleures. Une fois le Certificat d'études (Ce) en poche, certains s'inscrivent dans des écoles de formation professionnelle. Ce qui change carrément leur vie. Ainsi Habibatou Dieng, 19 ans, a pu intégrer un centre de formation où elle a décroché un diplôme en couture. Aujourd'hui, grande est son ambition. *«Je voudrais faire de la haute couture et m'imposer parmi les grands de la mode»*, confie-t-elle.

Dans les quartiers pauvres de Dakar, d'autres écoles de rue s'ouvrent et forment de plus en plus d'enfants. Celle du quartier Khadimou Rassoul fonctionne depuis 9 ans. Seydou Nourou Tall, 30 ans, y exerce le métier «d'apprenneur». Sa petite baraque en tôles donnant sur la rue lui sert de salle de classe et aussi de garderie pour les moins de 5 ans, qui y font un crochet avant d'aller dans les écoles publiques ou privées. La classe de Seydou Nourou Tall est archi-pleine. Visiblement, les enfants sont contents d'être là.

Les écoles-trottoirs de Dakar sont des initiatives de bonnes volontés. *«Écoles de la rue»*, comme on les appelait au début, elles sont devenues aujourd'hui écoles de «Formation de coin de rue» (FCR). Une évolution positive selon Mme Awa Diaw, une «apprenneuse» de 28 ans, qui y voit un signe de reconnaissance. *«Certains élèves des écoles publiques,* dit-elle, *viennent ici pour rattraper leur retard en calcul et en français.»*

«APPRENANTS» ET «APPRENEURS»

Informelles, ces écoles de rue utilisent un jargon différent de celui des écoles classiques. Ici, on dit apprenneur au lieu de maître et apprenant au lieu d'élève. Les apprenneurs sont issus de toutes les couches de la société: universitaires, enseignants retraités et parfois lycéens. *«Dans une FCR, l'apprenneur est un facilitateur, et les apprenants ne sont pas seulement des élèves qui reçoivent une éducation classique. Ils sont là pour faire leurs premiers pas dans la vie ordinaire»*, explique Oumar Tandian, chargé des bidonvilles à l'Ong Enda. Sortis d'une FCR, d'anciens bénéficiaires font parfois appel à des associations de quartier ou à des ONG pour aider à en créer d'autres.

Face à la pauvreté grandissante à Dakar, les FCR ont parfois des problèmes de survie. *«Nous manquons de tout: craies, cahiers, livres, tableaux, etc.»*, se plaint Mme Fatou Seye, responsable d'une FCR à Niagga, un village proche de Dakar. *«Pendant l'hivernage, il arrive que le toit en paille de l'école s'envole»*, ajoute-t-elle. Ces volontaires ne baissent pas les bras pour autant et font appel à l'imagination et à la créativité. *«Avec les élèves*, raconte Ibrahima Pouye, un instituteur de FCR, *nous fabriquons des savons traditionnels que nous vendons. L'argent est réinvesti dans l'achat de matériel didactique et dans l'aide aux enfants les plus démunis»*.

www.syfia.com

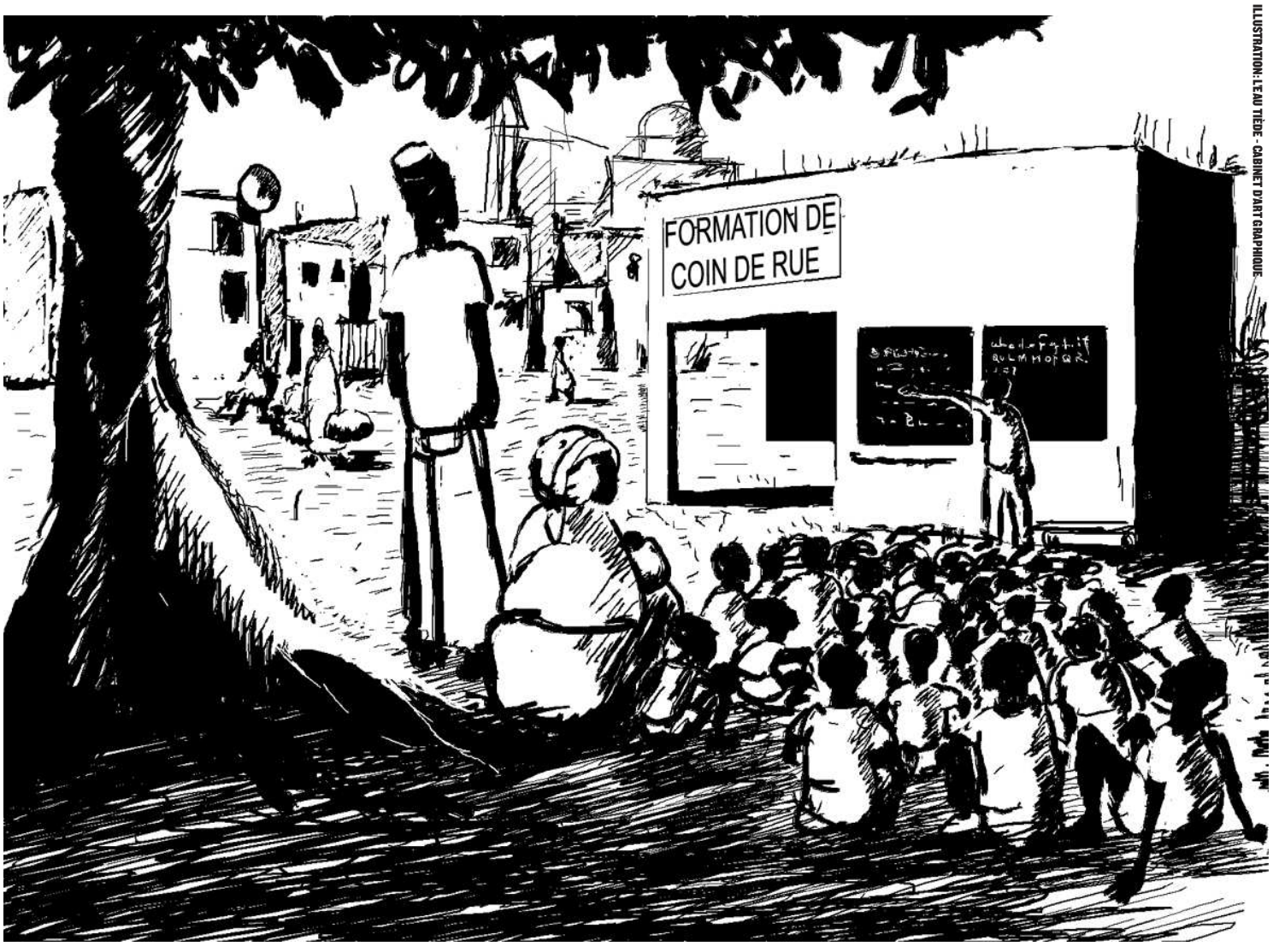


ILLUSTRATION: L'EAU TIÈDE - CABINET D'ART GRAPHIQUE

Les écoles de rue en quête de reconnaissance

(A.A.) – Pour unir leurs forces, les écoles de la rue se sont constituées, depuis 4 ans, en «Association des formations de coin de rue» (AFCR). Objectif: obtenir une reconnaissance de l'État. *«Nous sommes une soixantaine de FCR, soit 300 apprenneurs et 7000 apprenants»*, précise Kantara Fall, le président. *«Nous sommes tolérés mais pas reconnus par l'État»*, commente-t-il sèchement. L'association, qui bénéficie de l'appui de l'ONG Enda, participe à d'autres activités sociales telles que la sensibilisation sur la santé maternelle, la drogue, le sida, le paludisme... Depuis décembre 2002, le Programme alimentaire mondial lui apporte aussi son aide. *«Pour inciter les élèves à une plus grande assiduité»*, explique Mamadou Diallo, coordinateur de ce projet du Pam.

Selon une étude réalisée en 2000 par l'Unesco en partenariat avec l'ONG Enda, *«l'éducation non formelle au Sénégal»* constitue une réponse aux insuffisances du système scolaire qui rejette chaque année près de 100 000 jeunes dans la rue. Nombre d'entre eux se retrouvent en apprentissage dans le secteur informel qui contribue à près de 60 % de l'activité économique du pays.

C'est pourquoi l'État sénégalais prévoit dans son plan décennal (2000-2010) de l'éducation et de la formation (PDEF), de poursuivre sa politique de libéralisation vers le privé et les associations. Parmi les stratégies préconisées, l'ouverture vers l'éducation non formelle présentée comme un moyen de diversifier l'offre éducative.

Repositionnement de l'Allemagne

LA FORCE TRANQUILLE

Alors que l'Allemagne, aux côtés de la France et de la Belgique, se livre actuellement à un bras-de-fer diplomatique avec les États-Unis sur la question de l'Iraq, certains, à l'instar du secrétaire d'État à la Défense américain, Donald Rumsfeld, ne voient plus en l'Allemagne que la «vieille Europe». Simple rhétorique ? Gros mots diplomatiques ? Assertion justifiée ? Qu'en est-il vraiment du poids stratégique et diplomatique de l'Allemagne d'aujourd'hui?

Stéphanie DURET

«L'influence allemande sur la scène internationale s'est nettement accrue (…) Que nous le voulions ou non et malgré toute la considération que nous avons pour nos partenaires plus faibles (en terme de population et d'économie) que sont la France et l'Angleterre, l'Allemagne sera la plus forte des puissances moyennes et il faut nous y préparer», écrivait Bernd Ulrich au printemps 2002 dans la revue *Commentaires*.

L'historien et philosophe allemand imaginait ainsi le discours fictif que pourraient livrer le chancelier Gerhard Schröder et son ministre des Affaires étrangères Joschka Fischer devant la nation, s'ils ne craignaient d'effrayer les Allemands qui *«n'ont aucun goût pour le pouvoir et* [dont le discours] *déclencherait un assaut d'indignation rituelle, compte tenu du passé de l'Allemagne»*.

«C'est donc avec un voile de décence que l'Allemagne couvre la force dont elle dispose», souligne le philosophe. Cependant, personne n'est dupe de ce que dissimule le voile, pas même les États-Unis, en dépit des déclarations fracassantes de Donald Rumsfeld.

DU CENTRE DE L'EUROPE AU CENTRE DU MONDE

Selon Alex Macleod, professeur de science politique et directeur du Centre d'études des politiques étrangères et de sécurité (CEPES), en dépit des gros mots récemment prononcés par M. Rumsfeld, l'administration américaine est consciente du poids et de l'influence de l'Allemagne en Europe.

« Ils exagèrent l'importance de l'Europe de l'Est qu'ils considèrent comme la "nouvelle Europe", mais dans les faits, seuls l'Allemagne et la France ont actuellement la force de faire quelque chose économiquement en Europe», insiste M. Macleod.

«L'Allemagne, qui a en bonne partie financé la reconstruction de l'Europe de l'Est et participe activement à l'aide aux pays en développement, se trouve plus que jamais au centre de l'Europe», poursuit le chercheur.

Omniprésente en Europe, l'Allemagne est également incontournable à l'échelle internationale, que ce soit au sein de l'OTAN, dont elle fait partie depuis 1955 ou de l'ONU, qui l'a accueillie dans ses rangs il y a près de 30 ans, et dont elle préside en ce mois de février le Conseil de sécurité.

Selon Gunter Pleuger, représentant de l'Allemagne au sein de l'ONU, qui livrait récemment une entrevue au magazine du ministère des Affaires étrangères *Deutschland*, l'Allemagne représente actuellement le deuxième pays (talonnant ainsi les États-Unis) fournisseur de troupes au sein de l'ONU, ainsi que le troisième bailleur de fonds de l'organisation internationale après les États-Unis et le Japon. Cette présence au sein de l'ONU reste néanmoins pacifique et c'est surtout dans les missions de paix que l'Allemagne s'est distinguée jusqu'à présent, puisqu'elle participe actuellement à 5 des 19 opérations de sauvegarde de la paix activées par l'ONU, et s'est aussi engagée dans d'autres missions internationales de paix (Enduring Freedom).

«En Afghanistan, où la situation est loin d'être stable, l'Allemagne assume également (depuis le mois de février), avec les Pays-Bas, le rôle de «lead nation», rapporte de plus le magazine *Deutschland*.

ILLUSTRATION: L'EAU TIÈDE - CABINET D'ART GRAPHIQUE

> «C'est donc avec un voile de décence que l'Allemagne couvre la force dont elle dispose.»

COLOSSE AUX PIEDS D'ARGILE ?

Malgré son implication dans les missions de paix, son poids économique, militaire, diplomatique et stratégique, l'Allemagne peut-elle continuer à s'imposer comme une puissance avec laquelle il faut compter, tout en conservant une philosophie résolument pacifique?

Le professeur Macleod est d'avis que l'administration américaine ne pardonnera pas facilement à l'Allemagne de s'être opposée à elle. Dans le pire des scénarios, le politologue croit que les Américains pourraient éventuellement retirer leurs troupes basées en Allemagne et les déplacer en Pologne. Cela, croit-il, pourrait causer un certain tort à l'économie allemande, dont la situation n'est pas des plus brillantes et dont le taux de chômage s'éleve à plus de 10 %. Bien que la politique d'autonomie menée par les leaders allemands et français en général, et leur non-alignement sur la question iraquienne en particulier, ne soient pas du goût de l'administration américaine, M. Macleod estime qu'il ne serait pas dans l'intérêt des États-Unis de déclencher une crise en Europe.

Une opinion que corrobore Michel Fortmann, professeur de science politique au département de l'Université de Montréal, membre du Groupe d'étude et de recherche sur la sécurité internationale (GERSI) et spécialiste en études stratégiques et théories des relations internationales.

«L'Europe détient actuellement l'équilibre des puissances, il n'est pas dans l'intérêt des État-Unis de déplacer leurs troupes d'Allemagne. Peut-être vont-ils agiter un spectre (celui de leur départ en l'occurrence) pour lui faire peur, mais c'est tout. Si l'on compare la situation avec celle du Canada, on s'aperçoit que lors des divergences canado-américaines, les États-Unis ont souvent menacé de sanctions économiques, mais il n'y a jamais eu de vengeance en tant que telle.» Dans ce dossier, la Maison-Blanche «aboierait» plutôt qu'autre chose, selon M. Fortmann, qui ne voit pour l'instant dans la crise iraquienne rien d'autre qu'un «épisode» dans les relations diplomatiques germano-américaines.

«Une guerre pourrait causer des déchirures graves entre l'Allemagne et les États-Unis, conclut M. Fortmann*, mais pour l'instant, on ne constate aucune cassure.»*

TOUJOURS 2 POUR 1 LIVRAISON GRATUITE
double pizza®
SPÉCIAUX POUR ETUDIANTS 10% SUR $ 50 ET PLUS
343-0-343
5002 Queen Mary

Chronique du Mexique

LE LIVRE RELIE LES PEUPLES

La Foire internationale du livre de Guadalajara (Feria Internacional del Libro ou FIL) est pour le Mexique l'événement culturel de l'année. Elle représente pour le monde hispanique le plus grand espace sur la planète où se donnent rendez-vous les maisons d'édition, les écrivains et, en général, tout ce qui tourne autour de l'art de la plume dans la langue de Cervantès.

Adrien José CHARLOIS Correspondant du *Quartier Libre* au Mexique

Depuis qu'elle a débuté il y a 16 ans, la FIL, promue par l'Université de Guadalajara, est un espace alternatif culturel pour le Mexique, rompant avec le centralisme du pays. Au cours de ces années, elle a su se gagner une place dans le cœur des *tapatios* (nom donnés aux habitants de Guadalajara). Mais, bien au delà du cadre local, avec un pays invité différent chaque année, elle a réussi à occuper un espace indiscutable sur la scène culturelle internationale.

Le samedi 30 novembre 2002, lorsque la XVIe édition de la foire débute, c'est Cuba qui occupe la place d'invité d'honneur.

> Ce qui est certain, c'est que les relations entre ces deux pays ont changé et que le peuple mexicain, en général, en garde un arrière goût amer.

mexicain a voulu prendre ses distances avec Cuba, afin de pouvoir se rapprocher du gouvernement actuel des États-Unis. Il a voulu rompre les liens entre deux révolutions sociales pour entamer des relations entre deux républiques.

Une autre friction a été celle où le Mexique, après s'être réfugié pendant des années derrière la Doctrine Estrada, qui plaidait pour l'autodétermination des peuples, a voté à Genève la proposition de l'Uruguay condamnant le manque de respect des droits humains à Cuba.

Face à ces événements et à bien d'autres, les positions et les interprétations sont multiples. Ce qui est certain, c'est que les relations entre ces deux pays ont changé et que le peuple mexicain, en général, en garde un arrière goût amer.

Cuba a cependant su répondre de manière à toucher le cœur des Mexicains. La délégation culturelle la plus importante de l'histoire cubaine est sortie de l'île pour participer à la FIL. Écrivains,

ILLUSTRATION: L'EAU TIÈDE - CABINET D'ART GRAPHIQUE

Pourquoi la présence de cette île est-elle si significative ? C'est simple. Depuis que Vicente Fox, président de la République du Mexique, a pris en main le pays, les relations entre le Mexique et Cuba ont été instables. Les différences entre le libéralisme à outrance du président mexicain et le communisme de plus en plus solitaire de Castro sont notables.

Après 100 ans de relations amicales ininterrompues entre ces deux peuples, le premier gouvernement démocratique

Il suffit de se rappeler certains scandales parmi les plus retentissants de l'année passée. On se souviendra qu'au cours du sommet de Monterey, Fox a prié Castro de ne pas attaquer Bush verbalement. Cet incident n'a été connu qu'au moment où Castro a rendu publique la conversation téléphonique entre les deux dirigeants et au cours de laquelle Fox le priait de venir au sommet, d'y faire son discours et de rentrer ensuite à Cuba avant l'arrivée du président Bush.

musiciens, danseurs, acteurs et dramaturges et représentants d'autres formes d'arts visuels se sont ingéniés à montrer aux *tapatios* que les frictions politiques entre deux gouvernements, deux idéologies, ne doivent pas empêcher les gens de se rencontrer et d'échanger.

Cette année, c'est le Québec qui sera la nation invitée. Nous espérons qu'avec des échanges culturels, cette enclave latine en terre nord-américaine se rapproche de ses cousins du Sud.

FLEUR DE LYS SUR PAPIER DE RIZ

L'ABRUTISSEMENT DU GÉNIE

Pierre NADEAU Correspondant du *Quartier Libre* au Japon

Il était une fois un pays merveilleux qui faisait l'envie des économies du monde entier : un peuple travailleur, minutieux, pacifiste ; des percées dans les domaines de pointe ; une collection montante de brevets à faire baver les chercheurs étrangers. Puis, le succès aidant, la qualité de vie et les exigences du citoyen moyen se mirent à atteindre des sommets dignes d'un pays dit industrialisé.

Rendu là, le Japon s'est assis sur ses feuilles de thé et a commencé à se plaindre des courants d'air et à ne pas vouloir changer la couleur des murs. Vingt ans après le début du miracle japonais, vers la fin des années 1980, «l'empâtement japonais» commence.

Depuis le dégonflement plutôt abrupt de la bulle asiatique à la fin des années 1980, l'économie du Japon est sur un terrain tantôt stable, tantôt descendant. «L'empâtement» constituant un processus dégénératif, ce n'est qu'aujourd'hui que quelques spécialistes sont stratégiquement – lire expérimentalement – placés au sein du gouvernement dans l'espoir de remettre le vent en poupe.

Tâche d'autant plus complexe que l'économie nipponne revêt sensiblement la même structure depuis plus de 50 ans. Après la guerre, lors de l'instauration par les Américains de la Constitution japonaise, détruisant du jour au lendemain 1500 ans de tradition sociale, quelques groupes d'industriels se sont retrouvés avec l'économie nipponne sur les bras (et dans les poches). Sous la forme des ***keiretsu*** (grappes industrielles), des compagnies comme Matsushita, Mitsui, Sumitomo, Yasuda et Mitsubishi ont développé et établi ce qui est devenu la culture d'entreprise japonaise. Encore aujourd'hui, ces entreprises occupent une place prépondérante dans l'économie nationale, bien qu'elles ne constituent plus les noyaux durs qu'elles étaient à l'époque. Les ***keiretsu*** sont même impliqués directement et ouvertement dans la politique nationale et étrangère et dans d'autres domaines d'intérêts pour elles.

En octobre dernier, dans le but de relancer l'économie, M. Heizo Takenaka a été nommé Grand Gourou des finances nipponnes et a hérité de la «simple» tâche consistant à redresser le système bancaire. Au cours des cinq dernières années, les Chinois et les Coréens ont fait de sérieuses avancées dans la maîtrise de leur économie respective. Les Sud-Coréens surtout, lorsqu'en 1997 ils ont lavé les banques de leurs mauvais prêts, nationalisé les mauvaises institutions, invité des gestionnaires étrangers et brisé les grappes industrielles coréennes

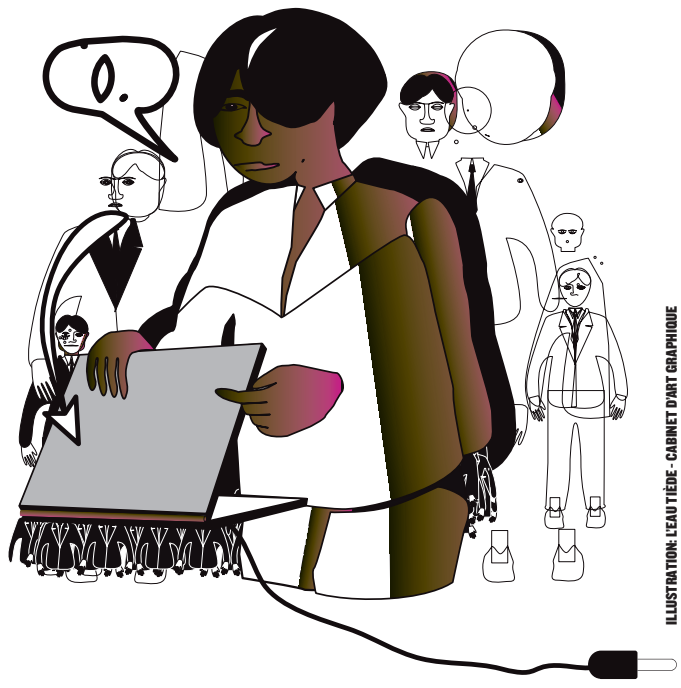


ILLUSTRATION: L'EAU TIÈDE - CABINET D'ART GRAPHIQUE

(les *chaebol*). Selon George Wehrfritz, du magazine *Newsweek*, c'est donc de ce côté que M. Takenaka devrait se tourner.

Malgré ce portrait triste et gris comme un gérant de banque, le citoyen japonais ne se sent pas particulièrement menacé par la situation. Une insécurité générale face à l'avenir et une offre d'emplois presque nulle règnent, soit, mais pas plus qu'au Québec.

Une économie en désordre signifie-t-elle vraiment des individus malheureux? *«L'économie va mal»,* crient les médias. Mais moi, je vais bien.

pierre.nadeau@hec.ca

Théâtre anglophone

MONTHÉÂTRALITÉ

Même si les années soixante marquent les débuts officiels du théâtre anglophone à Montréal, celui-ci n'émerge réellement que depuis quelque temps, principalement à travers un organisme nouvellement fondé par quelques dramaturges de langue anglaise: le Playwrights' Workshop Montreal. On met l'accent sur la langue anglaise et sur la nécessité de donner des auteurs canadiens aux acteurs et metteurs en scène de chez nous.

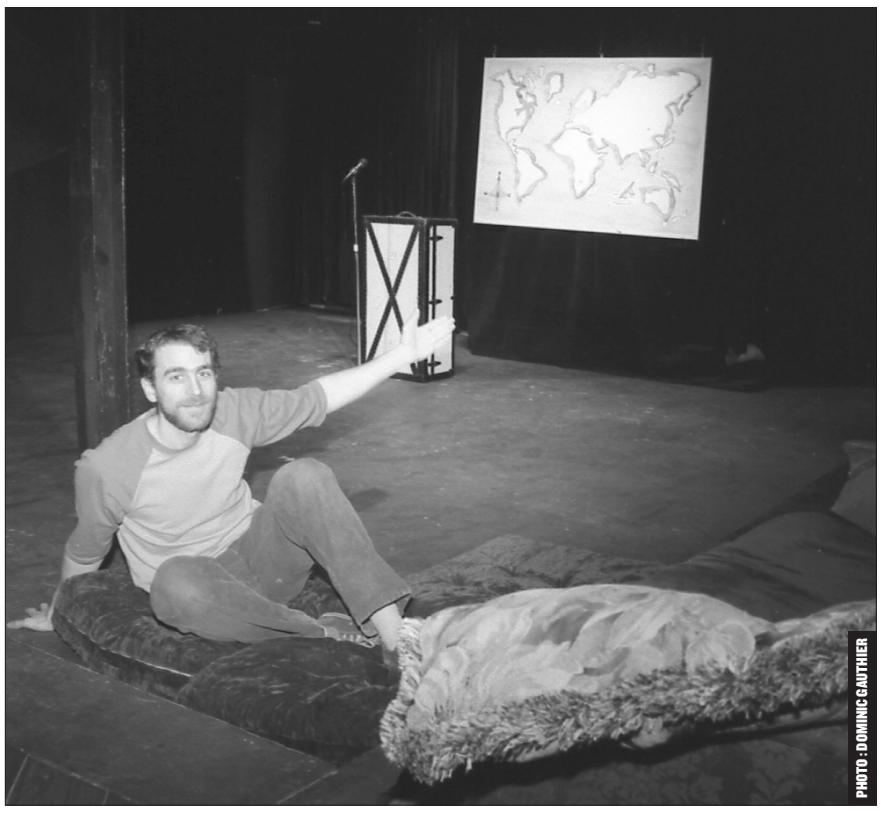
Myriam INFANTINO

De manière plus évidente que dans le milieu francophone, le théâtre anglophone fait la séparation entre les grands classiques (Shakespeare, Beckett) et les auteurs moins reconnus quelqu'en soit leur origine. On trouve des compagnies théâtrales exploitant un registre ou l'autre, très rarement les deux. Par exemple, le *Black Theatre Workshop*, fidèle à sa vocation, présente des œuvres d'auteurs noirs nord-américains ou antillais. *Bluenose*, pièce actuellement à l'affiche, met en scène trois esprits au nez rouge faisant la rencontre d'un quatrième, au nez bleu.

Rachael Von Fussen, directrice artistique de la compagnie, tente d'ouvrir la voie aux minorités visibles de Montréal et espère que la *«dénomination du Black Theatre Workshop n'aura plus sa place»*.

En empruntant des parcours plus reconnus, le *Théâtre Saidye Bronfman* répond au même besoin, mais dans une communauté différente. C'est à travers les yeux de Tubal, seul autre personnage juif inventé par Shakespeare, que l'on découvre le Shylock. Le metteur en scène Gareth Armstrong reprend le classique *Marchand de Venise* afin de le faire mentir et de briser les stéréotypes.

Le *Centaur Theatre* est cependant plus mitigé. Il se partage entre la culture montréalaise (*Mambo Italiano* de Steve Gallucio) et celle d'ailleurs (*Vinci* de Maureen Hunter) tout en demeurant relativement sobre. Toutefois, comme toute bonne règle affiche fièrement une exception, l'*Infinitheatre* fait fi de toutes conventions. En plus de donner priorité aux jeunes auteurs montréalais, leurs pièces mélangent anglais et français dans l'espoir de représenter intégralement le Montréal du 21e siècle.



AU COEUR DE L'INFINITHEATRE, LA REPRÉSENTATION D'UN MONTRÉAL BILINGUE.

Dans un article accusateur du *Hour*, Gaëtan L. Charlebois analyse la programmation théâtrale à Montréal en fonction du public. *«Le public est âgé et fait partie de la classe moyenne et aisée. Cependant, en tant que groupe, ils illustrent un paradoxe : le théâtre de leur jeunesse était manifestement de gauche. Il est donc évident que l'on ignore désormais ces problèmes et débats»*. Donc le théâtre serait l'apanage d'une classe particulière qui n'entend pas être confrontée ou questionnée. Or, cette affirmation fracassante semble plus appropriée au milieu théâtral francophone à Montréal. Car, les quelques théâtres nommés précédemment répondent bien sûr au public, mais surtout à un besoin particulier: se voir sur scène. Tous s'activent à fournir à la population anglophone ou bilingue de Montréal un espace où l'anglais est la langue d'expression prédominante. Parce que l'on se reconnaît dans sa langue. Par contre, certains, comme en témoigne Caroline Guillet de l'*Infinitheatre*, s'avouent *«influencés par la superbe vitalité du théâtre francophone»*. L'identité montréalaise en serait peut-être une de métissage des langues? Et où en sommes-nous avec le métissage des peuples? Le Black Theatre Workshop trouve *«dommage qu'il n'y ait pas plus de minorités visibles sur scène»*. Certes, son art s'affiche comme «noir», mais ne s'adresse pas exclusivement à ces derniers. Ils concernent toutes les minorités culturelles qui se partagent Montréal. Ainsi, en tant que population nord-américaine soucieuse des droits et libertés de son prochain, peut-être devons-nous immortaliser ce portrait hétérogène pour que ce constat serve aux générations à venir.

BLACK THEATRE WORKSHOP
3680, rue Jeanne-Mance,
bureau 432
INFINITHEATRE
3964, rue Saint-Laurent
CENTAUR THEATRE
453, rue Saint-François-Xavier
THÉÂTRE SAIDYE-BRONFMAN
5170, chemin de la
Côte-Sainte-Catherine

À LIRE

VIRAGES DANGEREUX ET AUTRES MAUVAIS TOURNANTS DE NANDO MICHAUD

À mourir de rire – Parodie du monde extérieur ou imagination d'un monde irréel avec un soupçon de vérité, Nando Michaud donne à la fois chaud dans le dos et des sueurs froide. Même si on ne comprend pas toujours le véritable but de ses petites nouvelles, l'auteur nous transporte vers une autre dimension; celle de l'ironie et de l'humour noir. Son audace fait rêver: les situations au départ très terre à terre, deviennent complètement saugrenues pour se terminer en queue de poisson. Des histoires pour les amateurs d'ironie de faits quotidiens, un livre qui va au-delà des attentes. Treize nouvelles qui ne finissent jamais bien, ni mal, et qui procurent à la fin de chacune d'elles… un sourire. (Marième Paradis)

Virages dangereux et autres mauvais tournants
Nando Michaud
Les éditions Triptyque

CONTES DE SABLE ET DE PIERRES DE FRANCE RENAUD

Les *Contes de sable et de pierres* sont un voyage dans le désert de la Hamada. Neufs récits propulsent le lecteur dans une ambiance inconnue : celle d'un groupe de brigands solitaires.

Au fond d'une caverne perchée sur le mont Ash Shimalya, au milieu d'un désert de pierre, les rois du pillage narrent tour à tour une histoire. À la lumière d'un feu de bois, la bouteille à la main, les bandits laissent s'exprimer le poète qui sommeille en eux. La vie qu'ils ont choisie de mener ne laisse pas de place pour l'amour. Pourtant, leurs récits sont teintés d'un étonnant romantisme. Chacun vient alimenter ses fantasmes, en écoutant attentivement des souvenirs hantés par la légèreté féminine. Empreint de poésie lyrique, le style de France Renaud invite le lecteur à se transporter aux côtés des personnages et lui ouvre les portes d'un désert hostile et surprenant. (Solène Herault)

Contes de sable et de pierres
France Renaud
Les éditions Triptyque

La science en ACTION *pour un monde en* ÉVOLUTION

INRS

Bourses d'excellence en démographie

L'Institut national de la recherche scientifique (INRS) et l'Université de Montréal offrent deux bourses de 8 000 $ dans le cadre du programme conjoint de maîtrise en démographie : une bourse pour un étudiant admis à l'INRS et une bourse pour un étudiant admis à l'Université de Montréal.

Ces bourses sont destinées à des étudiants ayant obtenu un diplôme de 1er cycle dans une discipline autre que la démographie afin de les appuyer pendant la durée de la scolarité préparatoire à la maîtrise en démographie.

Conditions d'admissibilité

:: Avoir complété un programme de 1er cycle n'incluant pas la démographie sous forme de mineure, d'orientation ou de baccalauréat bi-disciplinaire;

:: Avoir un excellent dossier universitaire;

:: Faire une demande d'admission à la maîtrise et s'inscrire à plein temps.

Dossier de candidature

Faire suivre votre curriculum vitæ, deux lettres de recommandation de personnes qui vous connaissent bien dont au moins une d'un professeur, une lettre de présentation indiquant les raisons qui vous motivent à entreprendre des études en démographie et faisant le lien entre vos études antérieures et la démographie, **avant le 31 mars 2003,** par courriel à francine.legresley@inrs-ucs.uquebec.ca ou, par la poste, à :

Mme Francine Le Gresley
Programme de maîtrise en démographie
Institut national de la recherche scientifique
Centre Urbanisation, Culture et Société
3465, rue Durocher
Montréal (Québec)
H2X 2C6

Université du Québec
Institut national de la recherche scientifique

Téléphone: (514) 499-4000 **www.ucs-inrs.uquebec.ca**

MUSIQUE

AZIZ, DES LENDEMAINS QUI CHANTENT

Aziz partage sa vie entre un petit café de la rue Beaubien, où il est cuisinier à temps partiel, et son projet de carrière musicale qu'il chérit grandement avec sa partenaire de vie et son agente, Sonya Cormier. En juin 2002, il lançait son deuxième album, *Les Lendemains*, un mélange de simplicité et d'intégrité qu'il offrira à nouveau dans le cadre d'un spectacle présenté le 7 mars prochain à la maison de la culture Maisonneuve. Promenade avec un homme sincère.

Emmanuella ST-DENIS

« Si j'avais le pouvoir de changer une chose dans le monde, ce serait l'égoïsme de l'humanité, parce que je considère que c'est un des sentiments qui font que le monde en est là aujourd'hui», affirme Aziz. Autodidacte multidisciplinaire, il pratique la peinture et adore l'écriture, mais il a opté pour le métier d'auteur-compositeur-interprète, un métier qu'il s'est, petit à petit, approprié, malgré toutes les contraintes du milieu et la précarité que cela comporte pour un interprète de la relève.

«Comme nous le disons souvent, Sonya et moi, nous vivons de la simplicité involontaire, mais je pense qu'au fond, la précarité se vit entre les deux oreilles. Ça dépend du but matériel que l'on s'est fixé. Je fais ce métier par choix et j'en retire beaucoup de satisfaction, malgré les difficultés.»

S'il doit accepter avec les contraintes monétaires et de diffusion que comporte la production d'un album indépendant, Aziz est confiant pour l'avenir de sa carrière et apprécie les avantages de son indépendance musicale. *«On a un pouvoir sur ce que l'on fait. On a le choix. On a un certain contrôle qui peut paraître limitant, mais il y a des limites même dans une grosse maison de production. De plus, si j'avais attendu après l'industrie du disque, je n'aurais jamais sorti d'album, mon écriture ne serait pas assez mature, etc. Je crois personnellement beaucoup au développement. Je ne pense pas que cet album soit celui de ma vie, c'est une facette de moi, c'est un album parmi tant d'autres, mais il me permet de chanter, de rencontrer le public, et le spectacle permet une évolution des chansons.»*

VIVRE D'AMOUR ET D'EAU FRAÎCHE

L'album *Les Lendemains* en est un d'espoir, de rencontres et d'amour, clairement inspiré par la chanson française, par les Brel et Aznavour, des influences importantes dans la vie d'Aziz. *«Je pense que c'est important qu'il y ait des chansons d'amour. On tombe dans une vague ou c'est impopulaire, ce n'est pas à la mode. Pourtant je trouve que ça a sa place depuis toujours. Et puis, j'aime créer des histoires, des histoires d'amour, d'amitié, de contact de gens qu'on garde dans notre vie depuis longtemps… »*

Si Aziz se dit idéaliste, il n'est pas pour autant complètement naïf. Dans sa chanson *Garder espoir*, il parle du capitalisme et du projet qu'il a mis en œuvre pour garder espoir malgré tout. *«Bill Gates représente le summum du capitalisme et, par une journée de précarité, je m'en allais à bicyclette et la phrase m'est venue comme ça. «Bill Gates n'a qu'à bien se tenir, c'est le début d'un nouvel empire…» ça m'a fait rire, j'ai trouvé ça intéressant et je l'ai gardée»*

Il est aussi conscient de son pouvoir d'influence et de sa responsabilité sur le monde, responsabilité qui devrait selon lui être celle de tous et qui est la cause de l'égoïsme humain. *«On a tous une responsabilité en tant qu'être humain, et non seulement en tant que chanteur ou politicien. L'être humain devrait se tenir responsable. Mais le problème, c'est que les gens ne se sentent pas responsables. Ma responsabilité, comme chanteur, est la même que n'importe qui, mais c'est mon pouvoir d'action qui est plus grand. Je peux inciter les gens à adopter certains comportement.»*

DUEL CULTUREL

Fils d'un Libanais et d'une Québécoise, Aziz a pourtant choisi de ne pas exploiter pour l'instant les origines arabes dans la musique, par respect pour cette culture qu'il ne connaît pas encore complètement. *«C'est certain que la culture libanaise a influencé un peu qui je suis et ce que je fais. Par exemple, je me sens généreux dans mon écriture, un peu comme les chanteurs arabes ou la musique méditerranéenne. Mais, à part une chanson sur l'album, je n'ai pas vraiment de sons du Moyen-Orient, car je crois qu'il faut que les choses soient intégrées. On m'a déjà dit qu'il faudrait que je fasse du raï à cause de mon nom, mais en faisant du raï à ce moment-ci de ma vie, j'aurais l'impression d'être un imposteur. Je veux d'abord apprendre l'arabe, faire un voyage au Liban, intégrer la culture un peu plus.»*

Reste que sa voix chaude pleine de trémolos rappelle un peu ses origines, mais c'est dans la dualité constante que vit le chanteur qui avoue avoir pendant longtemps trouvé difficile cette ambiguïté culturelle à laquelle il est confronté. *«Maintenant, je le vis assez bien, c'est assez clair pour moi, mais ça ne l'a pas toujours été. J'ai grandi dans un milieu francophone, et en terme d'identité québécoise, face à des questions comme la souveraineté, j'ai eu la chance de pouvoir dire que je suis Québécois, mais j'ai aussi une autre culture. Je me suis approprié ma deuxième culture. Et puis, c'est sûr qu'en ce moment, avec les problèmes au Moyen-Orient, on ne peut pas nier ses origines. Le fait d'avoir des origines de l'Orient et de l'Occident nous confronte aux deux tableaux. C'est ça le problème avec les États-Unis, ils ne voient qu'un seul côté, le mal qui leur est fait, mais ils ne voient pas tout le mal qu'ils ont fait depuis des années dans ces pays-là. L'Occident a aussi ses tares.»*

AZIZ CHANTE SES LENDEMAINS EN TOUTE SINCÉRITÉ.

Centre des arts actuels Skol

Expositions

Du 22 février
au 29 mars 2003

Shinobu Akimoto
Backyard and related photographs
David Altmejd
Sarah Altmejd

Entrée libre
du mardi au samedi
de 12 h à 17 h

SKOL
CENTRE DES ARTS ACTUELS

460, rue Sainte-Catherine Ouest
espace 511
Montréal, QC
H3B 1A7

Skol remercie le Service de développement culturel de la Ville de Montreal

Téléphone 514.398.9322
www.skol.qc.ca

Art contemporain

LES AFFRANCHI(E)S DE L'ENVELOPPE

Les œuvres de l'artiste québécoise Dominique Blain voisinent celles de Louise Bourgeois au Musée d'art contemporain de Montréal, qui propose en ce moment une variation sur «Le corps et ses absences». D'autres pièces de l'artiste peuvent également être vues à la galerie de l'UQÀM dans le cadre de l'exposition «Are You Talking to Me?». Visite guidée et commentée.

Clément de GAULEJAC

Dirigeons-nous d'emblée vers la salle la plus spectaculaire de l'exposition qui se tient en ce moment et pour quelque temps encore au Musée d'art contemporain : *«Le corps et ses absences»*. Sans doute les installations qui y prennent place, par leur échelle et par leur propos, éclairent-elles mieux le programme des commissaires annoncé par le titre.

La seule présence ici est celle du spectateur qui éprouve physiquement l'absence des corps qui ont déserté ces installations silencieuses. Ne restent que les traces de leur disparition, l'enveloppe qu'ils ont jadis incarnée.

Ainsi du bloc de bois peint que l'on peut lire comme un sarcophage émergé d'une grève improbable (Roland Poulin, *Lamento*, 1987, 1988) ou de cette mue en plomb d'un homme qui aurait laissé là son ancienne peau, à l'instar des serpents (Marc Quinn, *Coaxial Planck Density*, 1999).

SANS TITRE DE DOMINIQUE BLAIN

FANTÔMES ET CHAMBRE D'ENFANT

La *Red Room* (*child*) de Louise Bourgeois est ceinte par treize portes qui s'enroulent en spirale, comme la toile de l'araignée, figure totémique de cette vieille tricoteuse de quatre-vingt-douze ans. À travers le verre brisé de l'une d'elles, sur lequel on peut lire qu'elle donnait auparavant sur un espace privé, on distingue des avant-bras moulés en cire rouge qui s'étreignent, des bocaux remplis de *cents* rouges, un distributeur industriel de fil qui porte encore ses bobines dont quelques-unes sont bleues et la plupart… rouges, etc.

L'enfant qui habite cette chambre n'est pas là. Son corps est absent, mais son univers mental est ici bien lisible, prégnant : les éléments disparates de la construction de son identité féminine, imposée puis revendiquée, juxtaposés là sans ordre apparent, si tant est que l'inconscient n'a pas de structure.

À côté de cette installation s'en trouve une autre, *Sans titre*, de Dominique Blain, qui en apparence propose au regard une alternative moins complexe. Le sous-titre de l'œuvre la présente comme *sept figures, vingt photographies noir et blanc* (photo). Effectivement, l'artiste se refuse à *nommer* ses sept personnages fantomatiques, renvoyant ainsi le spectateur à sa propre interprétation de ce mystérieux rituel. Ici encore les corps sont réduits à leur enveloppe - le vêtement - et le trou noir du capuchon, dont n'émerge aucun visage, impose tout à la fois *«l'inconfort et le respect»*. Venues d'un autre monde, ces figures sont dominées par l'accrochage au mur de photos glanées et recadrées, représentant toute une gamme de positions de mains qui semblent émaner d'un autre rituel. Ces mains, toutes blanches et masculines, sont celles, selon l'artiste, *«d'un monde de pouvoir et de communication»*, autrement dit: *«l'Occident»*. Cette confrontation consiste selon elle à *«amener chez* [elle] *une autre réalité»*, et lui permettre ainsi de *«comprendre le monde dans lequel* [elle] *vit»*.

On n'en saura pas plus sur ce que désignent précisément ces fragments prélevés à l'imaginaire collectif du XXe siècle, et qui constituent pour Dominique Blain les termes d'un vocabulaire dont *«le ton est le plus juste»* au regard de son engagement, déçu par le militantisme. Au spectateur de faire *«le reste du travail»*, sa conscience ainsi éveillée par la proposition en creux de l'artiste.

Une autre pièce de Dominique Blain, *La République*, peut actuellement être vue dans l'exposition *«Are You Talking to Me ?»*, à la Galerie de l'UQÀM.

Il s'agit d'un pupitre hérissé d'une batterie de micros tendus dans l'attente d'un orateur qui ne vient pas. Le pilier du pupitre est recouvert par la photo d'une foule d'une autre époque, dont chaque individu s'est vu effacer la bouche. Ici encore Dominique Blain installe son dispositif d'opposition : *«des hommes rendus silencieux* (photo bidimensionnelle) *qui supportent la voix du pouvoir* (objet tridimensionnel)». La situation n'est pas précisée, le propos de l'artiste se veut plus général : *«peut-on encore parler de démocratie quand le peuple est ignorant?»*

Le corps et ses absences,
jusqu'au 17 mars, au Musée d'art contemporain,
185, rue Sainte-Catherine Ouest.
Informations : (514) 847 6212.

Are You Talking to Me ?,
jusqu'au 15 mars, à la Galerie de l'UQÀM,
1400, rue Berri. Informations : (514) 987 8421.

IN/OUT, LA PLACE DU SPECTATEUR (1ÈRE PARTIE)

Clément de GAULEJAC

Dans les années soixante, Serge Gainsbourg, chanteur français dont la renommée excéda un temps les frontières de l'Hexagone et de la variété, fit un succès avec une chanson à la tonalité très rock n'roll : *Qui est IN, qui est OUT*. On y sommait Barbarella de garder ses bottines populaires, pour enfin concéder à l'amour, sentiment majeur auquel le chic parisien branché et superficiel eut trop longtemps concédé.

Une proposition financière est venue réactiver récemment cette chanson en l'éclairant d'un jour nouveau.

Sur le comptoir dédié à la présentation des catalogues du *Centre Saidye Bronfman*, un élégant petit *flyer* attire notre attention, qui nous propose de devenir «ami de la galerie» Liane et Danny Taran. Le lecteur de ce petit opuscule est invité à reconnaître ses pratiques culturelles telles que dressées en listes comparatives réparties en deux colonnes distinctes. Au «ça vous branche ?» très familier qui interpelle le lecteur en partie droite, s'adosse un «IN et OUT» que l'on est tenté de rebaptiser «ça vous tranche ?», pour l'accorder à l'homophonique «are you in» du recto anglais de la proposition.

L'humour provocateur de la proposition ne masque pas son projet fondamental : le dessin de la frontière en art entre le ringard et le consacré. Frontière effrayante pour tous ses acteurs, Styx hanté où errent les âmes en mal de statut : «qui suis-je mes pairs, ai-je droit à votre estime ou votre opprobre ?»

On traite ici du goût des consommateurs, plutôt que de ce qui légitime l'artiste comme n'étant pas du dimanche. Une autre histoire. Mais qui lui est liée. Comme dans tous les échanges culturels, l'art est affaire de reconnaissance, et les institutions accordent consécration tant à ceux qui le font (les artistes, les critiques) qu'à ceux qui le consomment (le public, les collectionneurs).

Au regard de l'art, deux notions s'affrontent, l'une animée par l'élitiste sentiment de l'avant-garde, l'autre soucieuse de la démocratisation de l'accès à la culture. Schématisons : l'une est libérale, et l'autre socialiste, c'est l'aventure des sommets contre celle du plus grand nombre. La réconciliation de ces notions antagonistes fut la grande affaire des politiques culturelles du XXe siècle, et parfois même l'enjeu d'une grande partie de sa production artistique. Allier l'exigence du contenu à la visibilité du contenant.

Le 1er février dernier s'est tenu au centre d'art SKOL un colloque dont le thème «Le citoyen volontaire» traitait des derniers développements de cette discussion qui n'est pas finie, loin s'en faut. Il y était question d'un art citoyen, en ce sens qu'il s'adresse aux citoyens bien sûr, mais qu'il se propose en plus de les inclure dans le processus même de l'élaboration de l'œuvre. On prend ainsi au pied de la lettre l'idée qu'en art, le regard du spectateur constitue l'œuvre au même titre que le geste de l'artiste. Ce regard *constituant* est donc sommé de s'incarner en acte pour faire œuvre, et, partant, l'artiste sollicite la participation d'un public qui tantôt consent, tantôt résiste. Le consentement comme la résistance étant les deux facettes d'un seul et même processus, critiquable dans ses effets, admirable dans sa rhétorique : l'instrumentalisation.

En inventant la perspective, les peintres de la Renaissance ont indiqué sa place au spectateur : le centre du monde. La vision éclatée du monde médiéval, soumise aux hiérarchies spirituelles s'est ainsi vue réorganisée autour d'un homme nouveau : l'individu.

Cette organisation de l'espace autour de l'individu, pour émancipatrice et novatrice qu'elle fût, s'est vue depuis re-questionnée en tous sens. Malgré sa solidité et la pureté de ses lignes, l'édifice a vieilli, la complexité et la multiplicité des points de vue en ont brouillé les contours. L'art a connu le concept et l'abstraction, et l'individu de la renaissance est devenu citoyen.

Au risque de prendre le contre-pied de l'enthousiasme participatif comme réconciliation dialectique des contraires, ne peut-on plutôt lire cette instrumentalisation comme le retour du point de vue unique, et avec lui, le refoulé de la figure de l'artiste-démiurge que l'on eût pu croire abolie.

De plus, les mises en scène participatives ne sont elles pas l'expression du dessein de l'artiste qui agit *dedans*, au travail de sa propre consécration, sur un public du *dehors*, qui *est* agi par les termes d'un autre, et dont le positionnement consiste alors plus à interpréter un scénario pré-écrit que la dimension polysémique d'une œuvre?

La relation de l'œuvre d'art avec son spectateur, théorique enjeu, se superpose à la relation de l'artiste avec son public, pragmatique contrainte, et s'en trouve ainsi brouillée. Le déferlement de sens occasionné par l'explosion de l'industrie médiatique oblige ces différents acteurs à prendre position. L'art a cessé d'être beau et l'expression du goût est la recherche d'une position avant d'être une posture.

Penser la place du spectateur à sa place relève de cette confusion entre public et spectateur, entre regards esthétique et social, qui fait de l'impératif d'audience et de ses résultats, la mesure qualitative des enjeux artistiques. La communication a chassé la communion du communautaire ; veiller à ce que le balancier ne nous revienne, c'est la fin de ce regard critique.

clemde_2002@hotmail.com

LA GRANDE VADROUILLE

REDORER L'IMAGE DU RIALTO

Ses frises dorées qui ornent le balcon, ses fresques illuminées au plafond, son atmosphère de château, typique des cinémas de quartier de luxe des années 1920: le Rialto possède un cachet unique. Ce cinéma de l'avenue du Parc, dans le quartier prisé du Mile-End, a conservé sa vocation culturelle, bien qu'il se cherche encore une identité. Le Rialto possède un potentiel patrimonial et fonctionnel dans un milieu propice à une activité culturelle, voire multiculturelle. C'est pourquoi le ministère des Affaires culturelles a classé le Rialto monument historique en 1990.

Mariève PARADIS

La façade extérieure du Rialto, construit en 1924, s'inspire de l'Opéra de Paris avec ses colonnes et ses fenêtres circulaires, le tout coiffé d'arcs en demi-cercle et orné de motifs sculptés. Le bâtiment n'est pas seulement un cinéma. Des petites boutiques, dont un café et une joaillerie, partagent le rez-de-chaussée avec le cinéma. À l'origine on trouvait à l'étage les locaux du Montreal Boxing Club, qui appartiennent maintenant à la troupe de danse La La La Human Steps. Parmi une vingtaine de cinémas de ce genre dans les années 1920, dont l'Impérial, le Parisien et le Palace, le Rialto réussissait à se tailler une place de choix dans les habitudes des gens du quartier. Lors de sa construction, son propriétaire, United Amusements Corporation Limited, exploitait déjà sept salles à Montréal, dont le Corona. Pendant près de 50 ans, la United Amusements Corporation Limited, aujourd'hui Famous Players, a rempli le Rialto avec de la programmation hollywoodienne. Les films présentés étaient à 90% sous-titrés en français, au bonheur des utilisateurs.

En 1983, Calogeras Holging Group Ltd se portait acquéreur du cinéma. Pour répondre à la nouvelle réalité culturelle du quartier, le Rialto présentait des films grecs. Après la venue du vidéo, le Rialto a perdu beaucoup de clientèle et a dû fermer ses portes. En 1988, le Rialto se trouve une nouvelle orientation: le film de répertoire de langue anglaise. Le cinéma a connu de belles années jusqu'en 1993 où il doit encore fermer ses portes pour des raisons économiques. Depuis, le Rialto est en quête d'une identité qui lui est propre.

DÉBAT DANS LE MILE-END

Le Rialto a fait couler beaucoup d'encre à la fin des années 1990, car son propriétaire voulait obtenir un permis d'alcool et de bar de la Régie des alcools, des courses et des jeux. Le comité de citoyens du quartier du Mile-End s'y est fortement opposé, en faisant circuler des pétitions et en médiatisant ce litige. Le quartier avait peur que le Rialto ne devienne une discothèque avec tous les bruits, l'achalandage et autres inconvénients qui s'ensuivent. Dans les journaux de la région de Montréal, on dénonçait les travaux illégaux réalisés par le propriétaire qui a restauré le cinéma en retirant tous les bancs du parterre. La Régie a acquiescé à la demande des citoyens en déclarant que «la Régie avait assez d'informations, lorsqu'elle a pris sa décision, pour conclure que délivrer les permis serait contraire à l'intérêt public et risquait de nuire à la tranquillité publique». Or, déjà en 1944, cette salle de spectacle pouvait accueillir les hommes qui désiraient voir des jeunes femmes légèrement vêtues danser pour eux.

L'AVENIR DU RIALTO

Et maintenant, que se passe-t-il au Rialto? Le propriétaire, Louis Calogeras, a finalement obtenu son permis d'alcool en septembre dernier et loue le Rialto, un monument historique, à qui veut bien débourser 2000$ pour une soirée dans un décor enchanteur. Le Rialto peut recevoir près de 1000 personnes, un groupe de musique avec les installations requises et peut également projeter en 16 et 35 mm. Il est également question d'aménager une cuisine dans le sous-sol, ce qui permettrait d'offrir un service de traiteur aux locateurs du Rialto. Pour l'instant, il ne s'agit que d'un projet en lequel le propriétaire croit beaucoup pour sortir le Rialto de la noirceur de l'inconnu.

Il existe dans cette salle, une ambiance unique. Les détails satinés sur le papier peint, les rideaux de velours rouge sur les côtés de la scène, les motifs au plafond, les piliers enjolivés de sculptures de masques tragi-comiques, les escaliers et l'entrée tout de marbre concèdent au Rialto une atmosphère rétro. Rénové par le même concepteur qui a réalisé les décors du Capitole de Québec, le Rialto a acquis le pouvoir de nous plonger dans une atmosphère d'un temps révolu. À l'origine, une affiche verticale en fonte annonçait LE RIALTO. Un billard au sous-sol et un jardin sur le toit venaient compléter ce centre culturel. Maintenant, le Rialto souhaite seulement sortir de l'oubli et redevenir la star du quartier Mile-End.

PHOTO : CLARISSE SERIGNAT

LE RIALTO AFFICHE LA FIERTÉ DE SON PASSÉ EXALTANT...

Parmi une vingtaine de cinémas de ce genre dans les années 1920, dont l'Impérial, le Parisien et le Palace, le Rialto réussissait à se tailler une place de choix dans les habitudes des gens du quartier.

Le Rialto, côté ruelle

Clément de Gaulejac et Anne Lardeux

On ne saurait évoquer le Rialto sans encourager le lecteur piéton à pousser sa grande vadrouille jusqu'à la ruelle qui borde l'édifice en son dos. L'envers du décor ,peut-on souligner, puisqu'il s'agit là d'un théâtre et qui s'oppose à la face bien peignée de son côté rue, sa marquise et ses lumières.

Libérée du devoir de montrer, l'anti-façade propose à notre regard une surface qui l'excède, recouverte d'une mousse polyuréthane jaune cadmium. L'isolant thermique absorbe la rumeur de la ville, bloque le paysage, et devient le décor sans profondeur d'un temps suspendu, un moment de concentration, comme celui prélevé à la tension du match par les joueurs de tennis qui s'isolent les doigts mêlés dans les cordes de leur raquette.

Une surface à griffer, l'élan d'un rebond, le versant en beurre de ce théâtre en stuc exhume les pourquoi infinis de l'enfance.

PHOTO : CLARISSE SERIGNAT

SUR SON DOS, IL PORTE LA GRIFFE DE SON URBANITÉ.

j'ai rêvé à stalingrad...

TEXTE ET DESSINS
JAIME RODRIGUEZ
kikialitokk@yahoo.com

À SUIVRE...

COURRIER DES LECTEURS

Manifester contre le fruit de notre mode de vie?

Nous étions donc 150 000 dans les rues de Montréal, ce samedi 15 février, à manifester notre opposition à une éventuelle guerre contre l'Irak, une guerre impérialiste dont le prétexte des armes de destruction massive (conçues grâce à la technologie et au matériel des pays occidentaux!) cache mal une volonté de mettre la main sur les ressources pétrolières de la région.

Maintenant que nous nous sommes soulagé la conscience par cette manifestation, va-t-on retourner à nos habitudes myopes? Va-t-on se remettre à grogner contre la hausse des prix de notre «cher» carburant?

En réalité, nous sommes des *junkies*, des drogués en colère de voir que nos *pushers* d'hydrocarbure vendent leur stock trop cher à notre goût.

La vraie question est-elle celle du prix de notre drogue noire ou celle du bien-fondé de notre dépendance à une énergie fossile non renouvelable que nous acceptons de nous procurer à n'importe quelle condition, même à celle d'échanger du pétrole contre des technologies et du matériel militaires?

La guerre à venir en Irak ne sera que le produit de notre gourmandise pétrolière. Manifester en masse par un après-midi glacial peut certainement nous donner le sentiment d'avoir fait quelque chose pour la paix, mais cette action reste vaine si nous ne remettons pas en question notre mode de vie fondamentalement dépendant de la consommation du pétrole.

Louis-Félix BERGERON
Étudiant en linguistique (UQAM)
Montréal, le 16 février 2003

L'AGENDA CULTUREL

L'agenda culturel

Trois petits pas vers Jiri Kylian

Les Grands Ballets Canadiens proposent une soirée hommage au chorégraphe de renommée internationale Jiri Kylian, les 6, 8, 12, 14 et 15 mars au Théâtre Maisonneuve de la Place des Arts. Une heure avant les représentations, on présentera des causeries animées par l'historien de la danse Vincent Warren. De plus, la soirée du 12 mars sera intéressante pour les étudiants puisque, sur présentation de leur carte étudiante, ils bénéficieront d'un rabais de 50%. Le tarif régulier des billets varie de 25$ à 69$.

Réservations: (514) 842-2112
ou www.grandsballets.qc.ca.

Et le gagnant est...

L'Institut de Design Montréal (IDM), en collaboration avec le groupe Design de Bombardier Produits récréatifs, lance un concours de design qui pourrait vous permettre de gagner une bourse de 2 500 $ et un stage rémunéré d'une durée de trois mois chez Bombardier Produits récréatifs. Pour pouvoir participer, il faut être étudiant universitaire de 3e ou 4e année inscrit au baccalauréat, ou étudiant universitaire inscrit à la maîtrise en design. Vous devez présenter une description de projet en cinq copies (plan, élévation, profil, concept ergonomique, etc.) ainsi qu'une maquette. Les inscriptions au concours se terminent le 15 avril 2003 à 17h.

PETITES ANNONCES

OFFRE DE SERVICES
COURS PRIVÉS DE PIANO

Professeure avec expérience et formation universitaire. Enseignement chez elle aux jeunes et adultes. Spécialité: musique classique et populaire. (préparation pour des examens et concours). Veuillez laisser un message: (514) 487-7031.

COMMUNIQUÉ

Le Publi-phone est un système de lecture de l'imprimé sur boîtes vocales. Il offre aux auditeurs la possibilité de consulter des informations en provenance de diverses sources telles que circulaires d'épicerie, revues mensuelles, quotidiens montréalais, journaux de quartier, etc. Ces publications sont lues par des lecteurs bénévoles. Ce système informe plus de 9 000 personnes sur la vie quotidienne. L'imprimé pour les handicapés de la vue, c'est maintenant possible! Vous aimez lire à haute voix? Vous avez du temps à donner? Les personnes handicapées visuelles ont besoin de vous, afin qu'elles puissent lire également ce journal. Joignez votre voix à celles de plus de cent bénévoles que l'on peut écouter quotidiennement au Publi-phone. Ce dernier est un système de lecture de l'imprimé sur boîtes vocales. C'est facile et utile. La lecture se fait à partir de votre domicile ou lieu de travail. Si vous êtes intéressé, veuillez contacter la responsable des bénévoles au (514) 277-4401, poste 102.

PALMARÈS
ALBUMS FRANCOPHONES

CISM 89,3 FM

1
LA POUR ÇA
NADA SURF
BARSUK

2
BIKER
LES GOULES
SIR GOULUS

3
HAWAIENNE
LES TROIS ACCORDS
INDÉPENDANT

4
PRIS DE FOLIE
NICO LELIÈVRE
INDÉPENDANT

5
A
LES VULGAIRES MACHINS
INDICA

6
LANGUE DE BOIS
ARSENIQ 33
INDICA

7
L'ESPRIT DE VOS CIMETERRES
AKHENATON
36VINYL

8
J'SUIS SNOB
JACNO
EMMA

9
ON EST LIBRE
YANNICK ET LES BARNIQUES
INDÉPENDANT

10
MON AMOUR EST UN ART
LE CERVEAU
HLM

Elevator
DARKNESS => LIGHT
BLUE FOG

CISM 89,3 FM

Rick White, leader d'Elevator et géant de la scène *underground* canadienne pour son travail au sein d'Eric's Trip, est au sommet de son art. Darkness => Light qui, comme son titre l'indique, comporte deux facettes, crée un pont entre le passé sombre du groupe et les nouvelles voies que l'ascenseur explore. Défrichant plus que jamais les sentiers de la country ténébreuse et psychédélique, cette nouvelle orientation est partiellement due à l'arrivée de Dallas Good, guitariste et chanteur des Sadies. Schizophrénique et introspective, tout en étant lumineuse et sereine, une oeuvre qui incarne la transcendance. (Mathieu Gratton)

La FAÉCUM décerne quatre bourses pour

L'IMPLICATION ET L'EXCELLENCE

AU PREMIER CYCLE

Que vous soyez impliqué dans le domaine sportif, socio-culturel, artistique ou dans le mouvement étudiant.

Une bourse de 500 $ sera attribuée dans chacun des secteurs suivants :

- Arts et lettres
- Sciences de la santé
- Sciences humaines et sociales
- Sciences pures et appliquées

Règlements et formulaires d'inscription disponibles aux bureaux de la FAÉCUM

Pavillon 3200 Jean-Brillant, local B-1265, 343-5947

FAÉCUM

Date limite : 1er mars 2003